

Alain Pelosato

l'appareil

suivi de la nouvelle :

le spectre

*A Raymonde, la seule qui a su me supporter,
à notre fille Florence...*

« J'y vois des milliers et des milliers d'hommes jeunes, vivants. Leur chair est chaude, palpitante. Le sang vient à leurs joues. Ils ont les mouvements aisés des corps qui travaillent. Leurs femmes sont avec eux, leurs promesses, leurs enfants, Ils ont des mouvements inattendus, ils touchent gaiement leurs voisins, leurs yeux s'allument, se posent doucement sur des lèvres, des seins. Ils ont des désirs d'hommes, ils ont faim, soif, ils éprouvent de la langueur quand une fille élève son bras nu. Ils suivent des yeux avec confiance les gestes de l'orateur, les frémissements rouges des drapeaux. Cet immense troupeau est venu ici comme à une fête.

J'ai peur de regarder en face son destin. »

*Louis Aragon
« Les cloches de Bâle » 1934*

*« Il faut instaurer la primauté de la conscience sur
l'obéissance. »*

Maître Ugo Iannucci au procès Barbie. 1987

© Alain Pelosato 2000

Introduction

**Dis-toi bien que tu ne dois rien à l'appareil,
c'est l'appareil qui te doit tout.**

J'ai un esprit ultra rapide. C'est extrêmement dur à vivre. Épuisant ! Il faut pouvoir me supporter. Mon meilleur ami, Alfred, un jour m'a dit : « Tu es un asocial ». Je comprends ce qu'il voulait dire. Mais je n'ai eu vraiment conscience, disons, de ma nature, qu'il y a quelque temps. Jusque-là (et cela représente quarante-cinq ans !) je faisais comme les innombrables gens de mon espèce : je culpabilisais. Ce dont j'ai toujours eu besoin, c'est d'un guide pour me placer, sinon dans la norme, au moins dans une norme. La pression intérieure m'a fait choisir une « norme » révolutionnaire. Je fus fasciné par « l'appareil ». Enfin quelque chose, quelqu'un qui me permettait d'avoir un guide tout en étant révolutionnaire, un guide pour bousculer tout ce monde lent et répressif. Quand j'ai, disons, « épousé » « l'appareil » du parti, après quelque temps, cela s'est traduit dans mon inconscient comme une trahison de l'autorité paternelle. Et, bien des années plus tard, quand j'ai « divorcé » avec cet appareil, et me suis retrouvé seul face à moi-même. J'ai décidé de me retrouver moi-même et d'être ainsi insupportable ! Tant pis pour vous...

L'école m'a toujours ennuyé : trop lent ! J'ai rarement été un bon élève, car je m'endormais les yeux ouverts devant cette lenteur. Je n'ai pas été un bon professeur : trop impatient devant tant de lenteur. Pour être un bon écrivain, je dois maîtriser mon élan : l'écriture est si lente devant la fulgurante émission de ma matière grise. Mon corps a toujours été l'objet de mon mépris : trop lent ! Je crois qu'il y a beaucoup de gens comme moi. La plupart ne résistent pas face à cette pression. Ils finissent clochards, complètement paranoïaques, ou aigris et misanthropes.

J'ai du mal à ne pas être impatient lors d'une conversation et ma tendance naturelle est de monopoliser la parole ; des « qualités » excellentes pour un militant. Mais devant le représentant de « l'appareil » il faut se taire et écouter. Certaines femmes ne m'aimaient guère, car elles me prenaient ainsi pour un macho...

J'ai le clair souvenir d'avoir lu quelque part un texte écrit pas un scientifique qui avait constaté que les partis communistes étaient forts dans les sociétés fortement patriarcales. Cette analyse freudienne (Freud fut complètement rejeté par « l'appareil » pendant très longtemps, suivant en cela la politique officielle soviétique dans ce domaine) je ne pouvais que la rejeter, idéologie de « l'appareil » oblige. Néanmoins, elle m'avait séduit, car j'y reconnaissais inconsciemment ma propre expérience. Mais je ne pouvais évidemment l'admettre. C'était là l'utilité fondamentale de « l'appareil » pour moi : un outil servant mon auto-répression, en quelque sorte un *Surmoi* librement choisi. Formidable non ?

Évidemment, il n'y avait pas que cette seule motivation. Il y avait la fascination des idées, de cette idéologie si bien construite, huilée comme une machine. Elle ralentissait, rythmait les petits rouages extrêmement rapides de mes petites cellules grises, si chères à Hercule Poirot. Le « socialisme scientifique » ! Quelle expression autant géniale que trompeuse, séduisante pour un intellectuel de formation scientifique. Mais tellement fausse !

*

* *

J'ai appelé cette partie : « l'appareil ».

C'est un choix mûrement réfléchi.

Car je pense que l'histoire du P.C.F. se réduit à celle de son « appareil ». Les centaines de milliers de militants qui ont traversé ce parti n'ont fait que jouer leur vie au service de cet « appareil ». Parfois en toute connaissance de cause. Parfois non. Parfois, aussi, dans le but secret d'en faire partie un jour.

Cet « appareil » est constitué des permanents du parti. Il est calqué sur le modèle du parti bolchevik tel que l'a décrit Lénine dans « Que faire ?¹ » et tel que défini dans les vingt et un principes d'adhésion à l'internationale communiste adoptés au congrès de Tours en 1920 par la majorité du parti socialiste (dite troisième internationale²,

¹ Livre écrit au début du vingtième siècle. Il y a presque un siècle !

² Les trotskistes ont toujours voulu créer une quatrième internationale communiste, une internationale anti-stalinienne. Certains en ont créé une, d'autres (l'OCI : l'organisation communiste internationaliste) en préparent une depuis des dizaines d'années de scissions et exclusions... Enfin, il y eut l'internationale situationniste de Guy Debord.

qui n'existe plus aujourd'hui, alors que la deuxième, l'internationale socialiste existe toujours : dérision de l'Histoire).

Cet « appareil » a joué un rôle considérable dans l'histoire du parti. J'irais même plus loin : l'histoire du P.C.F. se réduit à celle de « l'appareil », car ce dernier a toujours tout régenté. Tout ce qu'il est advenu du parti, il en est le responsable, car jamais personne d'autre ne l'a dirigé. Pour justifier mon engagement de trente et une années, je dirais volontiers qu'il a joué, un temps, un rôle positif. Mais je n'en suis pas si sûr. Ce système de « révolutionnaires professionnels » n'était pas indispensable, sauf en période, dite insurrectionnelle, comme ce fut le cas pendant la résistance contre le nazisme... D'ailleurs, l'efficacité de ce système pendant cette période a été la justification de la perpétuation de « l'appareil » jusqu'à nos jours.

Aujourd'hui, il crève les yeux que ce système, non seulement est obsolète, mais qu'il est à l'origine du déclin de l'influence du P.C.F., à l'origine du naufrage de ce qu'on a appelé le « communisme » dans les pays de l'Est. Ce qui était mauvais là-bas, je ne vois pas pourquoi cela serait bon ici... D'ailleurs, en R.D.A., les « permanents » se nommaient eux-mêmes des « fonctionnaires ». Tout un programme...

Cette histoire commence en 1968. L'année où j'ai adhéré à l'union des étudiants communistes. Un souvenir merveilleux !

C'est une histoire de trente et une années de militantisme.

Une formidable aventure personnelle !

Car « l'appareil » est un enfer pavé de bonnes intentions.

1968 : l'adhésion

J'ai le souvenir d'un mois de mai radieux. Toujours, me semble-t-il, le soleil brillait ! Enfin, ce qui est sûr, c'est qu'il brillait dans mon cœur.

Je venais de réussir brillamment mon diplôme de brevet de technicien supérieur en chimie à Strasbourg. La chimie a toujours été ma passion. Je la pratiquais déjà tout jeune adolescent dans le grenier et la cave de mes parents. Mon argent de poche, je le dépensais en ustensiles et appareils de chimie. Cette passion m'a d'ailleurs laissé quelques cicatrices : les accidents étaient nombreux, car un chimiste doit savoir prendre des risques... J'étais entré à l'Institut national des sciences appliquées à Villeurbanne. J'ignorais encore alors que j'avais définitivement quitté ma Lorraine natale.

J'assistais à toutes les réunions politiques. J'avais vingt ans et je n'avais jamais approché la politique de près. Certains, à cet âge — ceux qui étaient promis à « l'appareil » — étaient déjà des politiciens endurcis, adhérents à la jeunesse communiste depuis l'âge de seize ans. Des réunions houleuses, au cours desquelles les enjeux ne m'apparaissaient pas toujours clairs. Un militant du P.S.U. (parti socialiste unifié), jeune homme crasseux aux cheveux longs, comme c'était la mode à l'époque — et comme j'étais moi-même — proposait aux participants de distribuer des tracts devant chez Berliet

1968 : l'adhésion

(aujourd'hui RVI). « Mais attention ! Dit-il, il y a les communistes qui vont nous casser la gueule, il faut être prudent ! » J'étais médusé. Je ne comprenais pas ! Pourquoi les communistes « casseraient-ils la gueule » à de jeunes militants généreux et révolutionnaires ? Par prudence, non pas par peur des coups (je n'ai jamais eu peur des coups, ni de la douleur physique) je ne m'y suis pas rendu. « Il m'aurait été particulièrement pénible de me battre avec des communistes... » pensai-je, car, au fond, je me sentais profondément communiste.

Puis, ce fut les manifestations au cours desquelles nous avons scandé : « Nous sommes un groupuscule ! ». J'ignorais alors que les dirigeants de la manifestation — le « mouvement du 22 mars » dirigé par Cohn-Bendit³, le P.S.U., à l'époque assez puissant dans les facultés, les communistes marxistes léninistes (groupes prochinois nés de la scission de la Chine avec l'U.R.S.S.), les divers courants trotskistes — nous avaient embarqués dans des mots d'ordre contre Georges Marchais et le P.C.F. Georges Marchais (qui n'était pas encore secrétaire général, car c'était encore Waldeck Rochet, qui était gravement malade) avait rédigé un article au début du mouvement étudiant traitant celui-ci de « groupuscules » ! Il avait d'ailleurs traité Cohn-Bendit de « juif allemand » dans un autre article de l'Humanité. Comment un dirigeant capable de telles maladresses, de

³ Qui avait rédigé un ouvrage « Le Gauchisme, remède de la maladie sénile du communisme » Le Seuil — 1968, titre ironique en référence à l'ouvrage de Lénine « Le Gauchisme, la maladie infantile du communisme ». Cette sénilité du communisme a effectivement commencé à cette époque et n'en finit pas de durer jusqu'à nos jours où il est devenu grabataire....

1968 : l'adhésion

propos racistes, a-t-il pu rester à la tête du P.C.F. quasiment jusqu'à sa mort ? C'est justement le propos de ce livre de le montrer.

Un peu las de toutes ces agitations, vaguement conscient d'être manipulé par des « groupuscules » je partis à Saintes-Marie-de-la-Mer avec quelques camarades d'école. Nous dormions dans les bunkers sur la plage, dans le sable imprégné d'odeurs d'excréments, mangés par les moustiques. Mai 1968 fut aussi une grande libéralisation des mœurs. Il faudra attendre encore bien longtemps pour qu'il en soit de même au parti.⁴ Il n'était pas rare alors de se faire convoquer par un « chef » local pour une admonestation en cas de vie « dissolue ». Le divorce était mal vu et parfois il entraînait l'exclusion. Sur ce plan là aussi on voit le terrible retard pris derrière l'évolution de la société.

Nous avons rencontré une manifestation gaulliste antigréviste que nous avons conspuée au passage. Quelle inconscience !

Puis, je suis remonté dans ma Lorraine natale où j'ai appris la mort d'un policier sur un pont de Lyon lors d'une manifestation. Je fus ensuite extrêmement surpris

⁴ Au P.C.F. (peut-être sûrement également dans les autres partis), les militants disent simplement « le parti » pour parler du parti communiste. Pour rester dans l'ambiance, j'utiliserai toujours cette déformation de langage, sans que, je l'espère, le lecteur ne m'en tienne rigueur. Je me souviens bien d'une intervention (anticommuniste) de Georges Pompidou à la télévision, dans les années soixante-dix. Il avait tenté de démontrer le totalitarisme du P.C.F. en disant « d'ailleurs, ils disent "le parti", comme s'il n'y avait qu'un seul parti en France, le leur ». Il semble que Georges Pompidou n'avait pas grand-chose à se mettre sous la dent pour faire de l'anticommunisme.

1968 : l'adhésion

(et très déçu) de la victoire de la droite aux élections législatives anticipées. J'avais eu une discussion avec mon « cothurne » (on appelait ainsi l'étudiant qui partageait la chambre, car nous disposions de chambres à deux places) sur ce qu'il était convenu de voter. Ce fut mon premier vote, car je venais d'avoir 21 ans. J'ai voté communiste sans hésitation et sans avoir rencontré le moindre communiste et alors qu'il régnait en milieu étudiant un anticommunisme violent. Les militants de l'U.E.C. (union des étudiants communistes) n'avaient pas alors fait preuve d'un grand courage pour s'exprimer devant des foules hostiles ; c'est ce qui a motivé d'ailleurs mon engagement de l'automne, ayant conscience qu'il fallait vraiment donner un coup de main.

Mon « cothurne » avait décidé, lui, de voter socialiste, en m'expliquant que c'était voter à gauche sans voter communiste. Je lui ai fait part vivement de ma déception, de cette vivacité qui a fait ma force de militant, et ma faiblesse pour une éventuelle carrière dans « l'appareil ». D'ailleurs mon statut d'étudiant ne me laissait aucune chance d'y parvenir. Ce n'était pas mon but, car j'adhérais complètement à cette orientation de « l'appareil » qu'il fallait « promouvoir des cadres ouvriers ».

En vacances (je ne me souviens plus où je suis parti en vacances, avec ma famille je crois...) j'ai lu « Les cloches de Bâle » de Louis Aragon⁵. Ce magnifique roman m'a

⁵ Louis Aragon est un des plus grands écrivains de ce siècle. Qu'il ait choisi la même voie que la mienne sur le plan politique ne peut que me réjouir. Mais, ce qui me gêne, c'est qu'il a été complètement avalé par « l'appareil » du parti, qu'il lui a servi souvent de caution (avec d'autres) bien que parfois il sut faire preuve d'indépendance.

1968 : l'adhésion

éclairé, m'a montré à quel point le monde politique des mouvements de grève pouvait être contaminé par les ambitions des uns et des autres et comment l'appareil d'État pouvait en manipuler certains. Je n'avais rien suivi des événements politiques : les négociations avec les syndicats, Charlety, les tentatives de François Mitterrand de profiter de la situation de soi-disant « vacance du pouvoir », etc. Tous éléments que j'analyserais ensuite.

Mais comment lui reprocher ce que je fis moi-même en bien pire.... Sur ce plan, il est intéressant de noter ce que Roland Leroy rapporte dans son livre « La quête du bonheur ». Voici ce qu'il dit d'Aragon : « *Je me souviens qu'un jour, dans une réunion du Comité central, Aragon dit : "il y a chez nous parfois une façon de prononcer le mot **intellectuel** (il en détachait les syllabes) qui me fait frissonner* ». Il avait en vue le fait de considérer les intellectuels comme une parure, un ornement ou de simples serviteurs du parti, la conception dite « ouvriériste »... » Page 80

Pourtant, le parti communiste a toujours eu un « philosophe officiel ». Ce fut, pendant des années, Roger Garaudy. On sait ce qu'il est devenu : il est aujourd'hui poursuivi par la justice pour « révisionnisme ». Un jour, à la fête de l'Huma, en ces années bénites où la « Cité du livre » était toujours pleine de monde, je faisais la queue pour me faire dédicacer un livre par Louis Althusser. J'ai eu la chance d'entendre le dialogue suivant entre le philosophe et la personne juste devant moi :

« Mais pourquoi vous faites-vous éditer chez Maspero et pas aux Éditions sociales (la maison d'édition du P.C.F.) ?

— C'est à cause de Roger Garaudy, répondit Althusser. C'est lui qui me bloque ! »

Je me souviens très bien du visage du philosophe, une cigarette papier maïs plantée dans sa bouche.

Roger Garaudy était alors au bureau « politique ». Après lui, ce fut Lucien Sève qui sembla prendre la relève, car il polémiqua durement avec Louis Althusser, notamment dans son livre « Marxisme et théorie de la personnalité » et son énorme postface publiée à part... Lui, Lucien Sève, avait la cote aux Éditions sociales. À l'époque...

1968 : l'adhésion

Je n'avais rien suivi, car cela ne m'intéressait pas. Trop politicien ! Que n'ai-je gardé cette fraîcheur politique !

Le mois d'août fut le mois du début du déclin inexorable de « l'appareil ». Ces hommes (et quelques rares femmes) qui le constituaient étaient jusque-là les gardiens du Temple. Ils allaient devenir petit à petit les marchands du Temple....

Ce fut le mois de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie. J'ignorais à l'époque qu'un des plus importants dirigeants du P.C.F. se trouvait sur place. Il a fallu attendre 1995 pour que Roland Leroy le dise publiquement dans son livre « La quête du bonheur »⁶ et y publie ses carnets de notes. Ce livre est particulièrement intéressant pour comprendre « l'appareil ». Vous me permettrez quelques citations. Mais attention ! Cela n'enlève rien au fait que Roland Leroy fut un des rouages essentiels de « l'appareil ». Il fut d'ailleurs permanent dès l'âge de 17 ans, dans la clandestinité sous l'occupation nazie. Comme la plupart des « suzerains » de « l'appareil », il n'a guère eu le temps de connaître le monde du travail, ce qui est un comble pour des dirigeants du parti des travailleurs. « L'appareil » préfère les prendre au « berceau », il peut ainsi mieux les façonner à son image.

« En vérité, le XXe congrès du P.C.U.S. n'a pas marqué, en Russie, la fin des manifestations du culte de Staline. »⁷ Rappelle Roland Leroy en 1995. Enfin, dans le même ordre d'idée, — toujours dans son livre — Roland relate une visite du « C.C. » (le comité central)

⁶ Grasset 1995.

⁷ Page 41.

1968 : l'adhésion

qu'il avait fait faire à des amis. On visitait le « C.C. » comme on visitait le Temple... On l'appelait « Fabien »⁸ du nom de la place où il a été construit par le grand architecte brésilien Nimeyer. À la fin de la visite, « Mon ami dit alors à mi-voix, “votre truc, ce n'est pas une direction, c'est une cour...” »⁹

Mais revenons à la Tchécoslovaquie. Roland Leroy avait noté dans ses carnets de Prague, en août 1968 : « Réfléchir au fait que les deux pays les plus engagés dans la lutte contre l'impérialisme (Vietnam et Cuba) sont les seuls à soutenir l'intervention soviétique ».

Après l'occupation militaire, ce fut la « normalisation ». Du moment que c'était le « parti » qui commandait toujours là-bas, cette normalisation fut soutenue par « l'appareil » du P.C.F. alors qu'il avait condamné l'intervention ! Je me souviens très bien d'un débat à la faculté avec Mireille C., belle jeune femme en minijupe — très rares les belles jeunes femmes en minijupe au P.C.F... d'ailleurs après une promotion fulgurante au bureau politique (ce terme est d'ailleurs amusant, il sous-entend que cet organisme serait le seul à faire de la politique...) elle a fini par quitter le parti ; un problème avec le « roi » Georges Marchais peut-être ? — Mireille était donc venue dire, à propos de la normalisation (je cite de mémoire) : « Mais justement, c'est le peuple tchèque qui prend son avenir en main avec le parti communiste tchèque. » (!)

*

* *

⁸ On l'appelle toujours ainsi, mais ce n'est plus le C.C., mais le C.N.

⁹ Page 114.

1968 : l'adhésion

À la rentrée, j'entrai en deuxième année de l'I.N.S.A.. La tête pleine d'idées politiques et avec la volonté de faire quelque chose.

J'ai rapidement rejoint l'U.E.C.

Mon adhésion au parti viendrait quelques mois plus tard. Ce fut lors d'un meeting de Jacques Duclos au palais des sports de Lyon.

J'utilisais d'ailleurs ensuite souvent mon exemple personnel, lorsque je fus membre de « l'appareil » (car ce dernier ne comprend pas que des dirigeants nationaux, il comprend aussi des dirigeants locaux, comme je le fus longtemps), pour répondre aux objections souvent avancées que ces adhésions de masse n'avaient pas la qualité nécessaire pour faire de bons communistes.

Mais, hélas, j'étais encore très naïf. Bien des années plus tard, alors que j'effectuais un stage sur l'immigration à Draveil¹⁰, Alain Zoughebi, toujours membre du comité national, me demanda quelle fut l'année de mon adhésion au P.C.F. Je répondis donc en 1968. Et voilà qu'il expliqua à l'assemblée que cette année fut un mauvais cru pour les adhésions, car toutes les adhésions antérieures à 1978 étaient entachées du péché de collaboration avec le P.S... Voilà une analyse typique de « l'appareil ». Il vous embarque dans une politique et après il vous en fait le reproche !

Jacques Duclos était un vrai membre de « l'appareil ». Un membre historique. L'un de ceux (ils furent peu nombreux) qui avaient su maintenir une influence du parti. Un type formidable, un vrai prolétaire qui avait su

¹⁰ Ville où se trouvent actuellement les locaux modernes pour la formation au sein du P.C.F. Cette anecdote se situe vers l'année 1984...

le rester, en garder le langage franc et populaire. Je me souviens bien d'une de ses participations à la télévision. Il était avec des jeunes. On parlait chansons. L'animateur lui pose la question :

« Monsieur Duclos, quelle est la chanson que vous préférez ?

— L'Internationale, répondit-il. »

Un concert de « hou ! » s'éleva de la part des jeunes spectateurs ; eh bien, croyez-le ou non, mais Jacques Duclos ne s'est pas démonté, il a avancé ses arguments avec sa faconde et il a fini par se faire applaudir ! Souvenez-vous de ce petit homme au ventre bien rond, comme sa figure, souriant. Mais, n'oublions pas aussi qu'il fut un véritable stalinien. Qu'il fut complice avec l'ensemble de la direction du parti du silence organisé et du mensonge autour de ce qu'elle avait appelé « le soi-disant rapport Kroutchev¹¹ » au congrès du parti communiste de l'Union soviétique qui se déroula après la mort de Staline. Il fallait avoir « l'appareil » du parti à son service pour survivre en tant que dirigeant après de pareils mensonges.

Je lus entièrement l' « Anti Dühring » d'Engels. Un livre magnifique, fascinant, bien plus intéressant que nombre de textes de Marx ou de Lénine, trop attachés à

¹¹ Nikita Kroutchev, alors secrétaire général du P.C.U.S., avait présenté un rapport devant le congrès du parti soviétique après la mort de Staline, rapport dans lequel il avait dénoncé les crimes du dictateur. La nuit précédant sa présentation au congrès, ce rapport avait été communiqué par écrit, en russe, à la délégation du P.C.F. dirigée par Maurice Thorez (alors secrétaire général du parti français). Un membre de la délégation française connaissait le russe et a traduit ce texte. C'est à ce moment-là que la direction du P.C.F. a décidé de nier l'existence de ce rapport trop dérangeant...

1968 : l'adhésion

la lutte concrète, et donc, beaucoup moins universels. Je militais beaucoup. Je devins un leader incontesté du mouvement étudiant. C'était rare, car difficile pour un communiste de le devenir. Mais « l'appareil » nous dirigeait de loin, avec ses longs fils de marionnettes. Ces longs fils étaient les dirigeants de l'époque de l'U.E.C. Après tous les déboires relativement récents (à l'époque) de « l'appareil » avec ses dirigeants de l'U.E.C., la direction du P.C.F. surveillait amoureusement son organisation étudiante. Il y avait aussi le syndicat étudiant, l'U.N.E.F., dirigé par le P.S.U..

Nous avons créé un courant « l'U.N.E.F. Renouveau » et pris la direction de l'union des grandes écoles (UGE), le syndicat des étudiants en grande école. Je n'ai pas participé à ce congrès historique qui a fini par un énorme pugilat. D'ailleurs c'était une époque de violences quotidiennes. Lorsque la « gauche prolétarienne¹² » (G.P.) fut créée, elle fit une concurrence importante aux mouvements fascistes et royalistes dans la violence contre les militants communistes. Nous nous battions physiquement constamment. Chaque manifestation publique dégénérait. Soit la G.P., soit les mouvements dits « gauchistes » (maoïstes, trotskistes, spontanéistes, anarchistes) agressaient nos militants. Nous savions répliquer aussi violemment, mais pendant que nous faisons cela, nous ne faisons rien d'autre... Ma première visite au siège national de l'UGE à Paris fut stupéfiante. Les murs étaient tapissés de hautes piles de

¹² Une « organisation » ridicule dont le mot d'ordre le plus savoureux fut : « Pas de vacances pour les bourgeois ». Jean Rolin décrit bien le calvaire qu'il y vécut dans son livre « l'organisation » paru chez Gallimard.

1968 : l'adhésion

livres sur mai 68, ce livre rouge et noir représentant un type qui lançait un pavé... On ne se demandait plus où passait l'argent des adhérents de l'union des grandes écoles... Les congrès de l'U.N.E.F. étaient aussi homériques ! J'ai participé à celui d'Orléans et à celui de Marseille. Chaque courant de l'U.N.E.F. était représenté. Les mots d'ordre fusaient : « F.N.L. vaincra¹³ » pour les « gauchistes » contre « Paix au Vietnam » de l'U.E.C. On nous avait dit de dire « Paix au Vietnam », alors on le disait. Mais moi, je préférais secrètement « F.N.L. vaincra » ! Bagarres, mouvements de foules... Une énorme farce ! Le syndicalisme étudiant avait bien besoin d'être rénové. À Marseille, une charmante Vietnamiennne représentante du F.N.L. est venue dire au congrès qu'il fallait utiliser le mot d'ordre « Paix au Vietnam ». Elle fut accueillie par des « hou » et de nombreux participants lui lancèrent des pièces. Ces mots d'ordre lancés à la tête des uns et des autres nous ont poursuivis longtemps. Jusqu'aux combats vocaux de : « Une solution, la révolution » de la ligue communiste révolutionnaire contre : « Une seule solution, le programme commun » du P.C.F. : consternant !

¹³ Par dérision aux mots d'ordre scandés par les maoïstes (« Marx, Engels, Lenine, Staline, Mao ») nous scandions : « Pif, Pifou, Tonton, Tata, Hercule ! »

C'était donc la guerre au Vietnam dont le « F.N.L. » sortit vainqueur. Le Front National de Libération, était en réalité (contrairement à ce qu'on nous faisait dire) complètement dominé par le parti communiste vietnamien. À peine l'armée américaine chassée et l'armée « sudiste » vaincue, le F.N.L. disparut comme par miracle. Le même phénomène eut lieu au Cambodge, mais avec les atroces conséquences que l'on sait.

À cette époque, il fallait être contre les comités de grève ! Je ne vous explique pas la difficulté. Pourquoi ? Parce que les étudiants devaient adhérer au syndicat étudiant¹⁴. Et, il ne devait y en avoir qu'un, de syndicat, un seul dirigé par les représentants de « l'appareil » bien sûr... Si « l'appareil » le disait, c'est que c'était vrai. D'ailleurs c'est comme cela que ça marchait en Union soviétique. Donc, moi, j'appliquais, en bon révolutionnaire. Je me suis retrouvé devant des assemblées générales de deux mille étudiants pour leur dire que nous étions contre les comités de grève. Bien sûr, les « camarades » avaient trouvé un bon kamikaze pour le faire ! Je ne vous explique pas les huées. Mais personne n'a jamais réussi à me faire taire. J'ai donc expliqué. Bien sûr, nous avons été battus. Et cela ne nous dérangeait pas et lorsqu'il fallut élire le comité de grève nous nous sommes présentés. Incroyable non ? Bien sûr, le candidat fut moi, et je ne fus pas élu. Avec soulagement. Hélas il fut de courte durée. Le comité de grève se rendit en délégation auprès du directeur de l'I.N.S.A.. Nous les attendîmes dans cet énorme amphithéâtre. Ils revinrent rapidement. Tous excités. Je savais pourquoi, puisqu'un ami à moi était venu m'informer : « Incroyable Alain ! Le directeur ne veut recevoir personne si tu ne fais pas partie de la délégation ». Je ne pus réprimer un petit sourire ironique et néanmoins crispé. Il est vrai que, malgré les circonvolutions compliquées de notre politique, j'étais

¹⁴ C'était ce qu'on appelle la « courroie de transmission ». C'est-à-dire que les idées communistes devaient passer par les syndicats dirigés par des communistes. Une telle « courroie de transmission » ne pouvait pas fonctionner avec un comité de grève !

1968 : l'adhésion

énormément apprécié des étudiants. La direction de l'établissement le savait. Mais il y avait autre chose. Voilà donc mes chers amis « gauchistes » du comité de grève qui reviennent, un peu en colère. Ils informent les étudiants, espérant que ces derniers passent outre à l'exigence du directeur. Hélas pour eux, ils ne furent pas suivis. Je fus donc élu au comité de grève ! J'en fus bien sûr très heureux, mais j'avais tort, car c'était une fois de plus « l'appareil » qui en récoltait les fruits... Une fois dans le bureau du directeur, je compris mieux sa demande. Immédiatement, quelques militants de « lutte ouvrière » (L.O.) se mirent à crier : « Y en a marre ! Séquestrons-le ». J'étais absolument hostile à cette méthode de « lutte » (« l'appareil » aussi, donc tout allait bien) et je réussis à convaincre le comité de grève de n'en rien faire.

Il en était de même pour l'occupation du siège de l'administration de l'école. Nous devions toujours être contre, mais nous finissions toujours par y participer quand même. C'était un rituel. Ces occupations étaient fantastiques. On occupait tous les bureaux. On inscrivait sur la porte de la salle de réunions : « Soviet suprême » ! On discutait toute la nuit. On se saoulait... Une nuit, j'étais seul dirigeant présent quand le secrétaire général de l'I.N.S.A. est venu faire visiter l'occupation par des invités. Mémorable. D'ailleurs ce fut ma dernière année de l'I.N.S.A., car j'en fus exclu à la fin de l'année. J'étais en quatrième année. Mon cas devait être extrêmement rare, car le cap le plus difficile à surmonter est celui des deux premières années de préparation. Moi, je n'étudiais plus, je militais !

1968 : l'adhésion

Un jour, lassé des agressions constantes de la G.P. contre nos camarades de l'U.E.C. de la faculté de lettres (presque toutes des jeunes filles), j'avais dirigé un commando d'agression violente contre des colleurs d'affiches G.P.. Nous leur avons massacré leur voiture. L'ambiance de violences était telle à cette époque, j'avais toujours sur moi un morceau de câble des télécoms et nos adversaires m'appelaient « Pelo la matraque ». Je prenais d'énormes précautions lorsque j'étais seul dans les grandes allées de l'I.N.S.A., je regardais bien autour de moi. Avant de monter en voiture, je regardais à l'intérieur. La réaction des G.P., ce conglomérat de militants, de délinquants et de trafiquants, ne se fit pas attendre. Une forte délégation se présenta devant le restaurant (véritable forum avec ses tables de livres des différents groupes, ses grandes affiches manuscrites et ses débats). Ils me cherchaient. Je l'ai su, car mon ami Serge revenait du restaurant, très ému, agressé par ces « militants » qui l'avaient pris pour moi. Je m'abstenais d'aller manger. La peur me tenaillait constamment. J'étais trop au-devant de la scène. Quelque temps plus tard, la G.P. fit son congrès dans une salle de la faculté à côté. Et, un vendredi, quelque deux cents G.P. investirent toutes les salles de l'I.N.S.A. et les labos : ils me cherchaient ! Et moi, je me terrais, seul face à l'agression.

Il faut dire que cette violence, nous en étions aussi porteurs. Je l'ai dit : l'U.N.E.F. était dirigée par des militants du P.S.U. (un autre « appareil »). Nous avons des difficultés énormes pour obtenir des cartes d'adhérents, car notre comité était en très large majorité U.E.C. Le responsable local de l'U.N.E.F. était pourtant

1968 : l'adhésion

un adhérent du P.S.U.. Un dirigeant national de l'U.E.C. (je ne me souviens plus de son nom ; je crois qu'il n'est plus au P.C.F.) « descendit » de Paris nous expliquer comment il faut faire : « Enlevez ce con et cassez-lui le petit doigt pour lui faire peur... ». Comme j'étais très discipliné, j'organisais l'enlèvement, mais franchement, je ne pensais pas efficace de lui casser un doigt. Je trouvais cela bien trop barbare ! Donc je rassemblais trois militants costauds et fidèles (sont-ils aujourd'hui encore au P.C.F. ? Je ne le crois pas) et nous nous mettons en embuscade à proximité du bâtiment où se trouvait la chambre du dénommé G. Je me souviens encore de sa surprise. Ils étaient très arrogants ces jeunes militants du P.S.U.. Ils se croyaient investis de la pureté révolutionnaire, car ils avaient joué un rôle dans les événements de mai 68. G. était un gars un peu fier, sa mâchoire inférieure très en avant lui donnait un air agressif. Le voilà, il arrive. Nous surgissons de l'ombre et nous lui demandons les cartes d'adhérents de l'U.N.E.F. Il refuse et se moque de nous. Je vois que mes camarades sont hésitants. Pour rendre la chose irréversible, je donne une grande gifle à G. Il en reste paralysé de surprise. Nous l'emmenons dans ma voiture (quelle maladresse, mais nous étions incapables d'en voler une) dans les îles du Rhône à Vaulx-en-Velin pour un gentil passage à tabac. Le lendemain, la situation était inversée : la victime bien sûr était G. et nous les horribles fachos ! Ce qui n'était pas faux ! Nous fûmes très angoissés à cause des poursuites judiciaires éventuelles. Mais le représentant local de « l'appareil », un camarade d'origine vietnamienne nous apprit que la fédération avait négocié avec celle du P.S.U. pour qu'il ne soit pas

1968 : l'adhésion

porté plainte. On les comprend ces braves militants du P.S.U. : il aurait été difficile d'expliquer pourquoi ils ne voulaient pas donner des cartes de l'U.N.E.F. aux militants communistes.

Un soir, plusieurs mois plus tard, le gars de la ligue communiste vient dans ma chambre : « Action française est en train de coller des affiches ! Rassemblons-nous pour les chasser ! »

Une large équipe de « bras cassés », hétéroclite, composée de jeunes militants communistes, de trotskistes, de maoïstes, d'anarchistes se trouva rassemblée dans la large avenue qui sépare l'I.N.S.A. de la faculté des sciences de La Doua. Cette nuit historique rassembla tous les courants de la gauche « révolutionnaire » étudiante. À ma connaissance, ce fut la seule fois. Nous étions très heureux d'être ensemble. Nous avons repéré les colleurs d'affiches, des militants au crâne rasé vêtus de combinaisons grises et qui nous attaquèrent immédiatement à coups de fronde. Quelques-uns d'entre nous furent blessés, mais nous répliquâmes immédiatement à coups de galets, ces fameux galets du Rhône, roulés et lissés pendant des siècles par le fleuve. Sous une pluie de pierres, les royalistes s'enfuirent. Notre groupe compact s'ébranla à leur poursuite. Mais aucun de nous ne se déplaçait à la même vitesse et bientôt notre rassemblement très bruyant s'étira en longueur jusqu'à ce que les pierres lancées de l'arrière par les plus lents tombèrent sur la tête des premiers plus rapides. Finalement, les agresseurs agressés sortirent du campus (dans lequel la police n'avait pas le droit d'entrer, d'où les concentrations de « militants » de la gauche prolétarienne) et nous restâmes à l'abri à l'intérieur. Mais

1968 : l'adhésion

comme d'habitude, certains d'entre nous voulurent en faire trop. À trois nous décidâmes de sortir sur l'avenue du 11 novembre pour essayer de voir où étaient passés les militants d'action française. Ce n'était pas le courage qui nous manquait. Les poches bourrées de galets nous marchions le long de la clôture du campus universitaire, sur le large trottoir de l'avenue.

« Attention ! Les flics ! »

Effectivement, une patrouille de police dans une 404 break banalisée roulait au ralenti le long de l'avenue. Ils nous aperçurent. Nous eûmes juste le temps de nous débarrasser de nos encombrants cailloux. Le véhicule accéléra pour nous rattraper. J'hésitai un petit moment. Mais la fuite était impossible, car l'avenue rectiligne ne pouvait constituer une issue. Nous continuâmes à marcher lentement comme si de rien n'était.

« Halte ! : police ! »

Deux énormes policiers en tenue de combat sous leur cape noire sortirent de la voiture et restèrent debout au bord de la route de l'autre côté du trottoir.

« Approchez, sinon on vient vous chercher ! »

Comme des cons, nous nous approchâmes. Bon dieu, on aurait dû escalader la grille et se trouver ainsi à l'abri dans le campus !

Les flics commencèrent à me fouiller très brutalement et extirpèrent mon vieux portefeuille de ma veste en velours que je portais toute l'année et qui ne devait pas sentir bien bon. Dès la troisième année de l'I.N.S.A., je vivais à la limite de la clochardise. Avec des doigts très habiles, il extirpa mes cartes et autres documents administratifs et tomba sur ma carte des étudiants communistes.

« Merde ! Un communiste ! » S'écria-t-il d'une voix jubilatoire. Et il me claqua une gifle monumentale sur le devant du visage qui me surprit tant que je n'eus même pas le geste d'esquiver un petit peu : le revers de ses gros doigts noueux brisa mes verres de lunettes qui tombèrent en miettes sur le sol du trottoir désert dans cette nuit villeurbannaise.

« Ah ! Merde ! j'ai cassé ses lunettes ! » Il s'inquiéta un peu, ausculta mes yeux et se rassura en voyant à la lumière des réverbères qu'ils étaient intacts. Par contre, changer mes lunettes allait me coûter cher ! j'étais déjà pas loin de crever de faim...

« Ah ! Vous faites plus les malins maintenant que vous êtes plus là-dedans ! » S'écria l'un des flics en avançant le menton en direction du campus.

« Si vous êtes pas content vous avez qu'à aller chez Mao !

— On n'est pas pour Mao nous ! (Il a fallu que je la ramène. Une bonne claque ne m'avait pas suffi !)

— Ben chez les bolcheviques alors, c'est pareil ! allez montez là dedans, sinon on vous plante un parapluie dans le cul et on le ressort en l'ouvrant. »

Devant une si charmante invitation, nous nous sentîmes obligés de monter dans le coffre de leur voiture qu'ils refermèrent sur nous, nous laissant là mijoter, entassés comme des sacs de linge sale. Après quelques minutes qui nous semblèrent une éternité, ils firent sortir mon copain L. On voyait tout de la vitre arrière du hayon. Le pauvre jeune était debout devant trois flics (même le chauffeur était sorti) ombres noires dans leurs capes plombées, effrayants comme des vampires. La question était toujours la même, sans intérêt pour

personne, même pas pour eux-mêmes, simple prétexte pour passer à tabac de jeunes militants communistes.

« Combien êtes-vous là dedans ?

— Ben, heu... »

Paf ! Une grande gifle en travers du visage (lui, ne portait pas de lunettes)

« Combien êtes-vous là-dedans ?

— Je regrette, j'ai... »

Le flic le prend par le cou et serre...

« Comment tu dis ?

— Je.... j'ai pas pu compter... » Répondit-il d'une voix enrouée...

« Bon, ça va, au suivant. »

Le suivant c'était moi, mais j'avais déjà eu des coups. Ils me posèrent la même question, j'ai donné les mêmes réponses et ils finirent par nous relâcher, certainement contents de la frayeur qu'ils avaient faite à de pauvres petits jeunes...

Rentrés dans nos piaules, nous fîmes notre rapport au représentant de « l'appareil », toujours ce camarade d'origine vietnamienne. Mais nous ne bénéficiâmes d'aucun secours, ni conseil en quoi que ce soit de la part de « l'appareil ». Il faut dire que nous ne demandions rien. Nous ne demandions jamais rien...

Quand les représentants de « l'appareil » au niveau national descendaient, je faisais office de chauffeur, car je possédais une voiture (j'avais travaillé pendant les vacances pour me la payer). Ce fut le cas, un soir d'automne, et j'emmenais tous ces dirigeants pour un rendez-vous. Pendant que mes passagers étaient montés dans un immeuble moderne, j'attendais dans ma voiture.

On frappa à la vitre. Je tournai mon regard : *merde ! les flics !*

« Descendez s'il vous plaît ! »

Polis ceux-là. Trop polis pour être honnêtes.

Je descendis.

« Vos papiers ! »

Je montrai mes papiers. Les autres là-haut devaient assister à toute la scène. Croyez-vous qu'ils eurent tenté la moindre chose ? Le camarade représentant « l'appareil » me dit plus tard qu'il avait téléphoné au député communiste. Peut-être l'avait-il fait, mais le résultat ne se fit jamais sentir.

« Suivez-nous ! » M'ordonnèrent les flics polis.

Je montai dans leur voiture et ils m'emmenèrent au commissariat situé alors place Antonin Poncet. Je pensais au passage à tabac que j'avais récemment subi, et je me préparais au pire. Ce pire n'eut jamais lieu. Mais les conséquences à long terme furent plus graves.

Après une heure d'attente au milieu des prostituées et des pickpockets, un flic revint avec un porte-documents en cuir dans la main. Il me tendit l'objet et dit :

« Excusez-nous. On a fait une erreur. On va vous ramener en voiture. » Je pris le porte-documents, étonné (avaient-ils trouvé cet objet dans ma voiture ?) et me laissai reconduire jusqu'à mon véhicule. À peine les flics repartis, mes camarades descendirent, inquiets. J'étais sain et sauf, indemne, sans avoir reçu un seul coup. Étonnant, non ?

Pas tant que ça. Un des représentants nationaux, trésorier de l'U.E.C. avait laissé son porte-documents sur le siège arrière de ma voiture et ce précieux objet contenait le fichier complet national des adhérents de

1968 : l'adhésion

l'U.E.C. ! Nous ne devons pas être nombreux, d'accord !
Mais quand même...

Bien plus tard, j'avais changé de voiture, et je me fis arrêter par la police sur l'axe nord-sud de Lyon. Normal : une grande Taunus assez vieille avec plein de jeunes chevelus dedans. À cette époque, c'était nous les Maghrebins !

Je m'arrêtai, un peu angoissé. Mais tant pis, j'avais l'habitude. Le seul problème, c'est que je n'avais pas mes papiers. Enfin, on verrait bien ! Donc je dis que je n'ai pas de papiers. Le jeune flic ne s'énerva pas et me fit ouvrir le coffre. Je tiquai et j'ouvris : patatras ! Un coffre bourré de tracts et d'affiches du P.C.F.

« C'est quoi ça ? Me demanda le flic.

— Ben ! Vous le voyez bien des tracts et des affiches du P.C.F. !

— Ah ouais.... Bonsoir ! Qu'est-ce que je vais faire de vous ? »

Je ne répondais pas. Ce jeune policier avait l'air vraiment ennuyé par le surcroît de travail qu'allait lui apporter mon interpellation.

« Bon, ça va vous pouvez y aller ! »

Je ne demandai pas mon reste ! On n'était donc pas si martyrs que cela...

Dans la perspective d'un programme commun de gouvernement (leçons tirées de l'impuissance du parti devant les événements de mai 1968) la direction adopta un texte très important : « Manifeste du parti communiste pour une démocratie avancée ». Cela mit les gauchistes en colère, car ils nous reprochaient d'avoir usurpé le titre

1968 : l'adhésion

du texte fameux de Marx et Engels¹⁵. Ce texte pour lequel nous avons longuement milité, que nous avons diffusé sous forme de plaquette représentait la stratégie miracle qui devait mener quasi automatiquement au socialisme. C'est du moins ce que nous expliquaient les représentants locaux de « l'appareil » qui croyaient tous avoir la science infuse de par le simple fait qu'ils avaient été nommés par ce dernier à des « responsabilités importantes » (c'était le terme consacré). En 1978, ce pauvre texte serait devenu le responsable de tous les maux du parti : le début d'une inexorable et tragique chute de l'influence électorale, signalée à coups de grands clignotants rouges lors des élections partielles qui eurent lieu entre les municipales de 1977 (pour lesquelles le parti bénéficia de la remontée du P.S.) et les législatives de 1978.

Le parti communiste, jusque-là dominant dans la gauche, devenait le deuxième parti. Insupportable pour « l'appareil », et pour nous aussi, bien sûr !

Cette démocratie avancée présentait un défaut majeur : le concept était difficile à comprendre. Lors d'un cours de sciences humaines à l'I.N.S.A. le professeur nous fit étudier cette question. Il nous fit un exposé, ma foi, très intéressant, et il en conclut : « Au fond, la démocratie avancée du P.C.F. c'est la dictature du prolétariat ! » Quelle vision claire des choses il avait à l'époque ce prof ! Oui, bien sûr que la démocratie avancée était le cache-sexe de la dictature du prolétariat ! Mais je répondis vertement : « Pas du tout ! La démocratie avancée est une étape qui doit mener au socialisme, et donc à la dictature du prolétariat. » Comme d'habitude, je

¹⁵ Le Manifeste du parti communiste.

1968 : l'adhésion

monopolisai ensuite la parole, terrifiant mes pauvres camarades de classe devant mon érudition marxiste-léniniste !

Pourtant, je ne devais pas y croire moi-même à ce que je disais. Ainsi, voilà comment je décrivis ce que pourrait être la « démocratie avancée » si le P.C.F. accédait au pouvoir, en réponse à la question d'un ami : « On constituera des gardes rouges et on aura le pouvoir. Tous les autres partis seront interdits (alors que le document prévoyait le contraire...) et la classe ouvrière commandera... Ça sera le pied !

— Ah ! Quelle horreur ! Si c'est comme ça, je voterai jamais P.C. !

— Ah, mais non, je plaisantais ! Je faisais de l'ironie par rapport à l'anticommunisme !

— Ah bon ! Tu m'as fait peur... »

C'est vrai que je plaisantais, mais nous étions fascinés et séduits par la dictature du prolétariat, les gardes rouges de Mao, c'était le romantisme révolutionnaire... Romantisme qui manque à « l'appareil », mais qu'il a su toujours utiliser...

Après mon adhésion au P.C.F. et le succès électoral considérable de Jacques Duclos aux élections présidentielles de 1969, succès d'ailleurs extrêmement trompeur, qui présageait du prochain déclin puisque le succès de Duclos venait du fait qu'il proposait l'union, alors que le candidat socialiste proposait la désunion (c'était Deferre, qui avait fait aux alentours de 5 % si mes souvenirs sont bons, et Duclos plus de 20 %¹⁶). En

¹⁶ 21,54 % exactement ! « L'appareil » aurait dû être plus attentif et mieux analyser ce résultat. Avec le recul, aujourd'hui, il me semble

1968 : l'adhésion

quelque sorte, Jacques Duclos marchait sur les terres du P.S. ; François Mitterrand l'avait bien compris. Je dus attendre relativement longtemps ma première convocation de ma cellule qui faisait partie de la section de Villeurbanne nord, très populaire avec son quartier du Tonkin, siège du merveilleux marché aux puces, immense taudis de ruelles crasseuses au bord du parc de la tête d'or, aujourd'hui entièrement rénové, devenu un quartier bourgeois qui abrite nombre de scientifiques et enseignants des universités. Quant aux habitants de ces quartiers populaires, les parents de ces « voyous » qui faisaient régulièrement des descentes violentes contre ces « étudiants » fils de riches (!), ils ont été « déportés », d'abord à la ZUP des Minguettes à Vénissieux et ensuite à la ZUP de Vaulx-en-Velin.

Ma première réunion de cellule fut mémorable. Il y avait une majorité de personnes âgées (enfin, âgées pour moi à l'époque), le secrétaire de cellule lut un rapport (en général des extraits de rapports de dirigeants de « l'appareil » recopiés dans l'Huma) puis, après un court silence on passa aux choses sérieuses : le stand de la fête de l'Huma.. « On tient un stand de tir au lance-pierres contre des ampoules usagées. Qui vient ? Combien d'ampoules ? Combien ça rapporte ? » Etc.

Mon pauvre Pelo¹⁷, pour la théorie marxiste-léniniste et la fascination qu'elle a produite sur toi, tu repasseras !

qu'il indiquait clairement à l'époque (il y a trente ans !) les voies de la « mutation » dont parle Robert Hue, mais la manière dont il en parle est encore loin d'être à la hauteur des nécessités.

¹⁷ C'est comme cela que tout le monde m'appelait.

1968 : l'adhésion

Ainsi était le parti communiste : dans l'immense majorité des cellules on ne discutait pas. On se contentait de reproduire le discours de « l'appareil ». Cela allait très loin, jusqu'aux rapports des secrétaires de cellules et secrétaires de section¹⁸, non pas rédigés, mais constitués de feuillets sur lesquels étaient collés des articles de l'Huma découpés, articles reprenant les discours et interventions des dirigeants.

¹⁸ Ce ne fut jamais mon cas .

1972 : le programme commun

En 1972, j'étais encore en pleine dépression. Sorti de l'école d'ingénieur, abandonné par « l'appareil » auprès duquel je devais paraître comme encombrant, séparé de ma famille, je vivais à Lyon avec ma jeune épouse. Je ne trouvais pas de travail, j'étais alors chômeur alors qu'on était sous le régime du plein emploi ! Je décidai de renouer avec « l'appareil ». Je retournai voir la fédé où ce jeune dirigeant dynamique qui m'avait parlé de la formation « universitaire des écoles centrales du parti », me proposa de participer à une école fédérale. Après n'avoir connu « l'appareil » qu'au travers de ses envoyés spéciaux de l'U.E.C., j'allais cette fois le voir en face, et m'y faire intégrer.

J'étais toujours fasciné par cette machine exceptionnelle, et séduit — amoureux fou — par cette théorie marxiste-léniniste, le socialisme scientifique.

À cette école, je rencontrai René, un homme exceptionnel, un de ces vrais ouvriers de « l'appareil », un homme attaché à sa classe et qui croyait sincèrement que « l'appareil » pouvait émanciper la classe ouvrière. Il y avait aussi un jeune dirigeant, qui était devenu récemment secrétaire de la section de Givors. Nous n'avions pas signé de bail, mon épouse et moi, pour le logement que nous occupions cours Lafayette. Excès de confiance en l'espèce humaine. Un jour, le propriétaire

est venu nous demander de quitter les lieux d'ici un mois. Il voulait loger ses enfants dans ce logement. J'en parlai donc à René Desgrands. Il me proposa un logement à Givors. « À Givors ? Quel bled perdu... » Bon, finalement par manque de choix j'acceptai. Je devais rencontrer l'adjoint au maire chargé du logement dans cette commune. C'était facile. Je pouvais le voir à la fête de l'Huma à Vénissieux. Je me souviens bien de cette rencontre. Cet homme s'appelait Roger Gaudin. Encore un être exceptionnel ! Un grand et bel homme, très sympathique. Même sans plus aucune dent (et il n'avait pas les moyens de s'acheter un dentier) il avait une très grande prestance. Un humaniste. Le contraire de l'homme d'appareil. Je le vois encore, au fond de cette immense salle constituée d'un assemblage de grandes toiles de tente, bourrée à craquer de convives pleins de bonne humeur, un brouhaha, des serveurs et serveuses bénévoles s'affairant pour le service, la trésorière, notre charmante Muguette, toujours là pour servir le parti jusqu'à sa mort, assise à l'entrée pour encaisser l'argent. Une femme exceptionnelle que seul le parti communiste a pu former dans cette exception, des gens qui ont toujours été au service de « l'appareil » en croyant sincèrement être au service du peuple.

Roger portait un grand tablier bleu et faisait des frites. Je lui parlais de mon problème et il me donna rendez-vous à Givors tel jour, telle heure.

Je m'y rendis. Givors me fit l'effet qu'elle doit toujours faire au nouveau venu. Une ville pauvre, qui affiche ostensiblement sa pauvreté dans la médiocrité de ses immeubles de reconstruction d'après-guerre. Une fois cette impression passée, cette ville est attachante, non pas

par son urbanisme, mais par la qualité humaine de ses gens, ouvriers français, ouvriers venus d'Italie, d'Espagne, du Portugal et du Maghreb, chaleureux et solidaires. Une ville fluviale aux fortes traditions de joute, de courses de barque et de pêche. Pour montrer mon objectivité, je voudrais simplement citer Charles Lenthéric, ingénieur, auteur d'un monumental ouvrage sur le fleuve Rhône (une référence) en... 1905 (je n'ai sous les yeux que la date de la deuxième édition) :

« A quelques kilomètres en aval de Lyon, un nuage épais couvre la rive droite et annonce la présence d'une agglomération industrielle. On stoppe le long d'un quai noirci par la poussière du charbon. C'est Givors. »

Givors fut de tout temps une ville industrielle et portuaire, avec une des premières verreries de France, venue là pour la proximité du « charbon de terre » de Saint-Etienne et de celle du port fluvial. Pour cette même raison, se développera plus tard une importante industrie sidérurgique et métallurgique aujourd'hui disparue. Voilà pourquoi les idées communistes sont très populaires à Givors.

Je ne rencontrai pas mon ami Roger Gaudin ce jour-là, mais la société d'économie mixte propriétaire de logements me donna les clés. Nous nous installâmes. Ces minuscules logements sont nombreux à Givors. Nous trouvâmes le nôtre infesté de cafards. Il fallut du temps pour s'en débarrasser.

Une autre épreuve (pour moi...) m'attendait : le service militaire. En attendant, j'avais eu un poste de professeur remplaçant dans l'académie de l'Isère. J'avais commencé à exercer à Annonay alors que j'habitais Lyon. La route était longue et l'hiver brumeux. Lorsque

ma petite 4L montait la montagne vers la petite ville de l'Ardèche, je voyais la grandiose vallée du Rhône cachée sous un long manteau de coton blanc. Un spectacle extraordinaire ! Moi qui suis photographe, je me suis toujours maudit de ne jamais avoir pensé prendre mon appareil ! Aujourd'hui, ces brouillards persistants n'existent plus, car la pollution atmosphérique a beaucoup diminué, les polluants tels que le dioxyde de soufre (émis par les chaufferies et la centrale électrique de Loire-sur-Rhône à côté de Givors) jouaient le rôle de catalyseur pour la formation des brouillards dans cette vallée humide.

Ce service militaire, je le passai à Bron, dans l'armée de l'air. Je n'y suis pas resté bien longtemps. Avant la visite médicale, le sergent nous avait dit que nous pouvions demander des lunettes gratuites pour l'armée. Je passais donc entre les mains expertes de l'ophtalmologiste des armées à Dégenette. Celui-ci m'ausculta longuement et me demanda : « Vous tenez à faire votre service ? Vous avez du travail si vous sortez maintenant ? » Je n'en croyais pas mes oreilles ! Moi, l'antimilitariste, j'avais tout tenté pour me faire réformer. J'avais refusé de faire les « EOR » (Écoles d'officiers de réserve) alors que l'officier chargé du recrutement lors de mes « trois jours » avait exercé sur moi une forte pression. Il faut dire aussi que j'étais relativement en dehors de la « ligne » de « l'appareil » concernant l'armée, car ce dernier conseillait de la faire pour y pratiquer l'agitation. Donc, la grande muette attendit que je sois en train de faire mes classes pour me réformer ! Je répondis au toubib : « Aucun problème. Nous sommes en août et je suis professeur remplaçant. Je serais affecté à

mon poste fin septembre... » Et je fus réformé. Quelle joie ! Lorsque je revins à mon cantonnement je vis la jalousie dans les yeux de mes camarades, particulièrement l'un d'eux, étudiant en droit, particulièrement raciste. J'ai horreur de cette idéologie ! Lorsqu'on est réformé à l'armée, on n'est pas libéré pour autant. Il faut finir ses classes. Ma chance était d'être dans l'armée de l'air où les classes ne durent que trois semaines. Il ne me restait plus qu'une semaine « à tirer ». Mais je devais le faire à l'infirmerie. Un très bon souvenir, surtout les repas et les discussions avec l'officier médecin qui faisait également son service militaire.

Le caporal eut un petit sourire quand je lui annonçai la bonne nouvelle et me dit : « Lorsqu'on a sa carte au parti, on a deux possibilités : ou on se fait réformer ou on se fait incorporer dans un bataillon disciplinaire. » Je restais sans voix, stupéfait de l'information qu'il venait de me donner : il savait que j'étais au P.C.F. ! Quand on est fiché, on est fiché... Il avait raison. Un camarade (qu'il m'excuse, je ne me rappelle plus de son nom...) avait eu la même expérience. Lors de manœuvres en Allemagne, on l'obligea à jouer le rôle de l'ennemi. Or, l'ennemi à l'époque, c'était l'U.R.S.S.. On lui mit donc un uniforme soviétique et on le lâcha dans la nature. Les commandos se mirent à ses trousses. Et finirent par le rattraper. On l'interrogea (c'était toujours de l'entraînement bien sûr) et mon camarade, en fin d'interrogatoire, se mit debout et chanta l'Internationale ! Bien profité de la situation !

Lorsque j'eus rassemblé mes affaires et que je me rendais à l'infirmerie, je rencontrai le sous-officier chargé de la formation des maîtres chiens. Un homme

d'une cinquantaine d'années, viril dans sa tenue léopard, impressionnant avec ses chiens berger tenus en laisse, troupeau effrayant qui tirait ses bras en avant.

« Eh ? Où vas-tu p'tit ? (j'avais vingt-cinq ans, mais enfin, passons !)

— Je vais à l'infirmerie...

— Et pourquoi ? »

Les chiens tiraient toujours et il passait devant moi sans chercher à ralentir l'allure.

« Je suis réformé ! »

Mon bonheur était si visible qu'il se mit en colère et me traita de tous les noms, surtout de « pédé », bien sûr...

Me voilà donc réformé pour « risque de décollement de la rétine » (mais tous les ophtalmologues consultés depuis, m'ont dit que, bien sûr, je n'avais pas une excellente rétine, mais de risque de décollement point ! Le caporal avait-il raison ?) et « élu » secrétaire à la propagande de la section de Givors. J'avais été repéré par le jeune secrétaire de section lors de l'école fédérale dont il était le directeur adjoint. Christian était un jeune ouvrier de Fives Lille, de ces dernières générations d'ouvriers, le cas typique de « l'appareil » dans lequel il fera carrière. Comme je l'ai dit plus haut, ouvrier à l'origine, mais pris en main au berceau de la politique par « l'appareil », formé dans ses écoles, (fédérales pendant quinze jours, centrales d'un mois, centrale de quatre mois, et même un an à Moscou pour les futurs dirigeants nationaux), façonné dans une fidélité sans faille.

Dès mon retour de l'armée, la première réunion à laquelle j'assistai, était une assemblée générale des communistes de Givors. Un compte-rendu du comité

central. C'était le nouveau secrétaire de section qui présentait le rapport (c'est comme ça qu'on dit ; expression typique d'une certaine bureaucratie...). À la tribune : Camille Vallin, avec Christian, le jeune secrétaire de section, Antoine S. et Raymond R. Ce dernier, était aussi un militant exceptionnel. Un ouvrier fondeur qui avait lutté aux hauts fourneaux de Chasse-sur-Rhône, et qui était embauché pour exercer les activités de secrétaire du maire. Camille Vallin, le maire, était membre du comité central, un homme de « l'appareil », mais formé aussi en dehors de ce dernier, confronté aux problèmes de l'élu local, aux affaires des gens à régler, donc relativement peu coupé des réalités. Cela n'empêchait pas (et n'empêche toujours pas...) les défauts inhérents à cette fonction d'homme de « l'appareil », mais a créé quelques tensions entre lui et d'autres dirigeants. Raymond, un petit homme très maigre, à la santé fragile, minée par son dur travail de fondeur (il est d'ailleurs mort de la silicose), très fidèle au parti, dans le sens de fidélité à un idéal d'humanisme, de solidarité, idéal commun à nombre d'adhérents du parti communiste, mais curieusement absent, ou, disons, mal visible, chez la plupart des gens de « l'appareil ».

Nous avons vu comment Louis Aragon avait noté que les « intellectuels » souffrent constamment d'une suspicion de la part des militants. « Quel intérêt ont-ils de venir au parti, ces intellectuels ? » Se disent-ils. « S'ils viennent c'est qu'ils sont intéressés par une carrière. Or, cette carrière politique est exclusivement réservée aux ouvriers. » C'est d'autant plus important que bien souvent, l'intellectuel arrive avec un bagage, une culture,

qu'il a déjà les moyens de briller et qu'il est beaucoup plus difficile à former dans le moule de « l'appareil ».

Mais revenons donc à mon ami Raymond, fumeur de Gauloises sans filtre invétéré, ce qui n'était pas bon pour sa santé, car il avait des difficultés respiratoires. Ce dernier faisait une comparaison entre la situation de programme commun dans laquelle nous étions avec celle du Front populaire. Il déclara donc, en passant : « Nous allons certainement créer des comités du programme commun, avec les autres partis signataires.

— Ah non ! Répondit Camille Vallin. Le comité central a décidé¹⁹ qu'on ne ferait pas comme au temps du Front populaire. »

Voilà, le comité central l'avait décidé et donc, nous étions contents. Quant à savoir pourquoi, nous ne le comprîmes que quelques années plus tard, quand nous apprîmes que Georges Marchais avait prononcé un rapport « secret » à ce comité central, rapport dans lequel il évoquait le risque d'être dépassé par le P.S. sur le plan électoral et qui envisageait déjà, en quelque sorte, la sortie du programme commun qu'il venait de signer. Dans ces conditions, on comprend aujourd'hui qu'il était impossible de constituer des « comités du programme commun ». Quand je pense à l'énergie considérable que nous avons déployée pour vendre ce petit livre noir, j'en suis épouvanté, alors que, déjà, « l'appareil » avait décidé que ce n'était qu'une alliance de façade. Et, connaissant aujourd'hui l'existence de ce rapport, on se demande

¹⁹ Une fois que cette expression consacrée a été prononcée, il était difficile de dire le contraire, car le comité central savait tout et avait toujours raison. Voir plus loin, comment cette « fétichisation » des organes de direction perdure jusqu'à nos jours.

comment cette direction a pu faire l'erreur monumentale de ne pas présenter de candidat communiste aux élections présidentielles de 1974 !

À la rentrée, je suis nommé au lycée technique de Vienne. Le jour de la rentrée, je suis interpellé par le concierge : « Qu'est-ce que vous foutez là ? Allez ! Faut se mettre en rang avec les autres ! »

Il me prenait pour un élève ! J'avais vingt-cinq ans et le crâne rasé de l'armée, d'accord, mais enfin.

L'air d'un gamin quoi...

« Je suis pas élève, mais professeur ! »

Le gars rougit jusqu'aux oreilles, d'un rouge brique.

« Oh ! Excusez-moi ! »

Je dus affronter une classe de C.A.P. qui essaya immédiatement de prendre le dessus, mais n'y parvint pas... La vie de professeur remplaçant est difficile. Je fus nommé ensuite à Voiron. Je reçus mon télégramme du rectorat la veille des vacances de Pâques. Il fallait absolument que je sois sur mon lieu de travail le jour même, sinon je n'étais pas payé pendant les vacances de Pâques. Je partis donc avec ma voiture en démarrant sur les chapeaux de roues. Il y avait deux heures de route et je devais arriver avant la fermeture de l'établissement qui aurait lieu à dix-sept heures comme me l'avait indiqué le principal au téléphone. J'étais dans les temps. Hélas, je dus affronter une terrible tempête de neige en traversant les « Terres froides », mais j'arrivai juste à temps au collège à cinq heures moins trois, tout essoufflé dans le bureau du principal. Je me souviens bien du trajet en voiture, tous les matins en ce printemps de l'année 1973. À un certain endroit, la route était traversée par de

nombreux écureuils, flèches rapides de fourrure rousse ou noire au ras du sol, la belle queue touffue allongée derrière le corps svelte.

Aussi quand Christian me dit à une réunion du secrétariat de la section que le maire de Givors avait un boulot à me proposer, j'étudiai la question avec intérêt.

Ce fut donc en septembre 1973 que je rentrai à la mairie de Givors avec le grade de technicien. Mes fonctions ? Membre du cabinet du maire avec mon ami Raymond et la charmante secrétaire du maire, la regrettée Rosette, qui deviendra ma belle-sœur en 1979 (ma rencontre avec sa sœur Raymonde n'a rien à voir avec la présence de Rosette à la mairie ; j'ignorais d'ailleurs qu'elles fussent sœurs.) La première fois que je la vis taper à la machine, je faillis tomber à la renverse : ses doigts parcouraient si vite le clavier qu'ils en devenaient invisibles et le bruit obtenu était un véritable crépitement. Incroyable ! Ma formation supérieure en chimie était très utile pour aider Camille à diriger une association de communes riveraines du Rhône qui s'occupait de lutter contre les nuisances et pollutions. J'effectuais ce travail jusqu'en 1983, date à laquelle je fus élu maire-adjoint de Givors, la mairie de Pierre-Bénite m'ayant accueilli entre temps pour ma fonction de technicien.

En travaillant à diriger cette association, je fis la connaissance du merveilleux Paul Carpita et de son épouse Maguy. Je dois vous parler de la carrière cinématographique de cet être exceptionnel, militant du P.C.F. dès son jeune âge, car enfant d'une famille modeste de Marseille, et qui n'a jamais renié ses idées malgré les déceptions terribles.

Paul était instituteur après la guerre. Il était passionné de cinéma. Aidé par le P.C.F. qui lui paya la pellicule, il réalisa un film, « Le rendez-vous des quais », film qui raconte une histoire d'amour pendant une grève des dockers contre la guerre d'Indochine, et une histoire de trahison du mouvement social en faveur d'une réussite personnelle. Il le fit sans aucun moyen. Seule sa caméra et deux acteurs professionnels, les autres étant des gens de Marseille, de simples dockers, de simples gens... D'ailleurs, quand on regarde le film, on ne peut nier que ce sont ces derniers qui jouent le mieux, car ils savent de quoi ils parlent. Ce film a été tourné entièrement en décors naturels ; mieux même, il a été tourné pendant une vraie grève avec de vrais CRS (tourné en clandestin, bien sûr). Ce ne fut pas sans mal.

Un jour, alors que Carpita filmait, un CRS le voit !

« Je le voyais arriver vers moi en grandes enjambées dans le viseur de ma caméra. » Racontait Paul.

« Aïe ! Aïe ! ça va mal tourner ! Je planque ma caméra derrière les spectateurs qui se trouvaient devant moi et le CRS me dit d'un air autoritaire :

— Vous filmez ?

— Euh....

— Vous filmez ? Si ! vous filmez ! Dites donc, vous pouvez pas nous filmer, mon camarade et moi là-bas ? »

« Ah, pétard ! Il nous avait pris pour les informations filmées ! »

Autre anecdote. Paul voulait filmer un syndicaliste sur un bateau. Il devait avoir rassemblé les gars et les haranguer pour les appeler à faire grève. Évidemment, étant donné le sujet du film, il était impossible d'avoir l'autorisation d'un capitaine pour tourner cette scène. Ils

se firent donc passer pour une équipe qui faisait un film publicitaire pour la brandade de morue. L'autorisation fut obtenue et la scène tournée avec des dialogues concernant la brandade de morue. La postsynchronisation faisant dire ensuite aux présents tout autre chose. C'est ça la magie du cinéma !

Le film fut tourné, monté et postsynchronisé aux studios marseillais. Lors de sa première projection en 1953, les copies furent saisies et détruites, le film interdit et la carrière de Paul quasiment étouffée dans l'œuf. Seul, Fernand Grenier fit une intervention à la chambre des députés pour le défendre. « L'appareil » du parti était occupé à favoriser d'autres cinéastes, bien plus rentables politiquement. Ce qui fait que Paul Carpita croyait que son film était mauvais. Ce qui ne convenait pas à « l'appareil » ne pouvait pas être bon.

Le cinéaste communiste résista. Il réalisa des courts métrages dont certains sont des chefs-d'œuvre. Et aussi des documentaires. C'est comme cela que je l'ai connu. Nous lui avons commandé un film sur les pollutions qu'il a réalisé et qui s'appelle « Vallée du Rhône la colère ».

Bien plus tard, vers l'année 1988, le ministre de la culture, Jack Lang, était en visite dans le midi de la France. De vieux dockers lui disent qu'ils avaient tourné un film autrefois et qu'il avait été interdit. Un film interdit ? Comment est-ce possible ? Il fit faire des recherches et le négatif fut retrouvé ! Il avait été déposé aux archives du film par le P.C.F. quand ce dernier avait restructuré son patrimoine cinématographique. Et personne ne s'en souvenait !

Aujourd'hui, ce film est devenu un film culte. Présenté dans le monde entier. Le maillon manquant de l'histoire du cinéma. Bravo Paul ! Ce succès lui a ouvert (enfin) les avances sur recettes, il a beaucoup travaillé pour rassembler un petit financement et a pu enfin réaliser le film qu'il avait en lui depuis l'interdiction du « Rendez-vous des quais ». Ce film s'appelle : « Sables mouvants ». Il prépare actuellement son troisième long métrage...

Voilà un des nombreux êtres exceptionnels que j'ai rencontrés au parti communiste.

Il en est un autre, c'est Camille Vallin. J'en ai parlé plus haut. Je pense sincèrement que cet homme exceptionnel a été un peu gâché par « l'appareil » dont il a fait partie pendant longtemps. Les électeurs de sa commune et au-delà ne s'y sont pas trompés : le score qu'il réalisait aux élections locales dépassait très largement le score du parti communiste. Des hommes comme lui, n'ont jamais eu la possibilité de diriger « l'appareil ». Trop brillants, trop compétents, trop populaires... Son successeur, Martial Passi, pense peut-être, comme beaucoup de communistes sincères, qu'être avec « l'appareil » est une reconnaissance de fidélité à un idéal. Je ne le crois pas. Aujourd'hui, cet « appareil » entraîne le corps du P.C.F. à une noyade mortelle.

Aujourd'hui se prépare le trentième congrès du parti. Je lis que le comité national connaît des débats intenses : doit-on faire élire le secrétaire national par le congrès ? Ce genre de débat est consternant ! Ce n'est pas l'élection du secrétaire national qui pose problème, c'est le congrès lui-même ! En effet, qu'est-ce qu'un congrès du P.C.F. ? C'est une réunion des permanents du parti qui

se fait tous les trois ans. Une grande messe de « l'appareil » ! J'ai participé à trois de ces congrès. Je vous en parle un peu.

Le vingt-sixième congrès vit la suppression de la « dictature du prolétariat ». Ce fut une bonne chose en soi. Mais autant, juste avant, nous devons encenser l'Union soviétique, autant, cette fois, je fus quand même surpris d'entendre Pierre Zarka faire une déclaration antisoviétique à la tribune ! À tel point que le représentant du parti communiste de l'Union soviétique (un militaire couvert de médailles) quitta la salle. Pierre Zarka commença ainsi son ascension vers les sommets de « l'appareil ». Une carrière typique et incontournable pour réussir : être permanent dès l'âge de 17 ans à la jeunesse communiste, le rester ensuite au parti. Pour cela il faut donner des gages à « l'appareil ». Ce discours au vingt-sixième congrès fut certainement un de ces gages, car aujourd'hui Pierre est directeur du journal l'Humanité ! J'ai vu l'excellent Camille Vallin donner des gages de ce type aussi. Mais pas avec les mêmes effets.

Ce discours de Pierre Zarka est d'autant plus consternant quand on se souvient que Georges Marchais, en 1980 — trois ans plus tard seulement — fit une tonitruante conférence de presse à... Moscou ! pour défendre l'intervention soviétique en Afghanistan... Eh oui, voilà encore une manifestation du fait très simple que « l'appareil » n'en a cure d'avoir une politique cohérente. Depuis 1968 (avant, je ne peux pas en juger, les positions du parti concernant la Tchécoslovaquie sont éclairantes à ce sujet), sa politique n'a qu'un seul but : sa

survie ! Et que dire d'un congrès debout²⁰, applaudissant de manière quasi hystérique le parti ouvrier unifié polonais (P.O.U.P.²¹) qui venait de prendre des décisions terribles de répression dans son pays ? Un congrès du P.C.F., ce n'est pas du tout une représentation nationale des adhérents ! Juste une réunion complète de « l'appareil ».

J'avais été invité à ce vingt-sixième congrès en tant qu'élève de l'école centrale de quatre mois. Nous venions de terminer notre « scolarité ». Une épreuve terrible. J'ignore quel est le contenu du rapport qui fut rédigé sur l'élève Pelosato, mais il ne dut pas être bien bon. Ce qui ne veut pas dire que « l'appareil » avait décidé de se passer de moi. Je pouvais toujours servir. C'est pourquoi, lors d'une des très rares permissions²² au cours de laquelle je rentrai chez moi, Jean-Paul Magnon, avec ses manières de maquignon, me « proposa » de prendre la direction de la section de Grigny, une petite ville contiguë à Givors. Grigny avait été autrefois une municipalité communiste. Mais elle avait été prise par le docteur Malfroy qui l'avait gardée ainsi deux mandats. Or, à toutes les autres élections, la gauche était majoritaire à Grigny. Le dispositif était bon : un nouveau secrétaire de section jeune et dynamique et un nouveau candidat tête de liste, compétent et fidèle. Ce dernier était

²⁰ En 1977, je crois, lors d'un « congrès extraordinaire », soit un an seulement après le congrès qui vit l'intervention de Pierre Zarka...

²¹ Ce parti n'existe plus, il a, disons, été remplacé par le parti « Social-démocratie de la République de Pologne ».

²² Elles étaient rares, car il fallait avoir les moyens financiers du déplacement, mais nous étions libres tous les week-ends.

le regretté Roger Tissot. Nous enlevâmes la mairie à la droite en mars 1977. Depuis, à chaque élection, la municipalité est restée communiste (en alliance avec d'autres partis de gauche), même après le décès prématuré de Roger Tissot, remplacé par René Balme.

Roger Tissot²³ était le contraire de l'homme « d'appareil ». Un homme intègre, mais néanmoins, comme beaucoup de militants de sa génération, très attaché à « l'appareil » en croyant sincèrement que cet attachement était donné au parti.

Mais revenons à l'école du parti.

Je me souviens bien de l'accueil de l'école. Je ne me souviens plus des noms des responsables. Il y avait un grand rouquin, le directeur de l'école, toujours ivre le soir, souffrant visiblement affreusement de la maladie alcoolique. Donc, en cette séance d'accueil, nous avons l'honneur d'avoir Etienne Fajon, alors responsable de l'éducation au sein du parti. Je fus très étonné de l'entendre dire que nous étions venus pour étudier, et non pas pour faire la bringue ! « Curieux, m'étais-je dit. Moi, je ne suis pas venu pour faire la bringue ! »

Eh bien, je l'ai faite. Cela était-il un des moyens de sélection de cette école ? Bouteilles à portée de main et à volonté « l'appareil » allait bien voir qui serait tenté ? Je fus de ceux-là ! D'autres, beaucoup plus sérieux, n'ont pas vraiment ensuite montré un réel attachement au parti, puisqu'ils l'ont quitté, gardant tout de même les avantages d'être « apparenté » dans le groupe

²³ Pour connaître les motivations et l'engagement de cet homme remarquable que fut Roger, je conseille la lecture de son livre : « La Roulante (Chronique d'une grève assassinée) » Editions BGA Permezel 1995

parlementaire communiste. Ah ! si les méthodes de « l'appareil » étaient infaillibles, on le saurait ! Le principe est simple : beaucoup de règles à suivre, mais surtout ne jamais expliciter ces règles. Ce qui est important c'est le réflexe de « l'appareil ». Celui qui le possède rejoindra « l'appareil ». La seule preuve de cette possession c'est qu'il respecte ces règles sans qu'on lui les ait jamais dites expressément. S'il les connaissait, on pourrait le soupçonner de les respecter par carriérisme...

Ce type de système est copié sur nos « camarades » soviétiques et des autres pays de l'Est. Ainsi en allait-il de la R.D.A. Je suis allé plusieurs fois en R.D.A. Nous passions le rideau de fer dans une petite douane perdue au fond d'une vallée étroite, sur une route défoncée longeant une voie de chemin de fer rouillée. Une image grandeur nature de l'avenir de ce « socialisme réel ». Jamais les visas n'étaient apposés sur nos passeports. « Ils vous attendent à la frontière ! » nous expliquait Roger Gaudin²⁴, le responsable de l'amitié France-R.D.A. À la frontière, à chaque fois il y avait un problème. J'ai fini par savoir lequel, lors de mon dernier voyage que j'effectuai en République démocratique allemande avec des amis universitaires. Cette fois, nous n'avions pas de visas collectifs, mais des visas personnels. Un de mes amis m'appelle à la rescousse, car un Vopo (ce terme est une contraction de « Volkpolizei », ce qui veut dire « police du peuple ») dans sa tenue grise, au regard clair et perçant lui parle en allemand. J'arrive pour faire l'interprète. Le Vopo explique que mon ami n'a pas de visa. Mais cela peut

²⁴ Ce Roger Gaudin ! Il voyait tout en optimiste. Son expression favorite était : « Kein problem ! » (Pas de problème en allemand).

s'arranger, et il me fait ce signe en frottant l'index sous son pouce et en disant « Geld » (argent). Mon ami s'indigne et refuse de payer. J'en fais part au Vopo qui a l'air désolé et repart vers le local de la douane. Nous attendons des heures et finalement on nous laisse passer. Je comprends maintenant pourquoi à chaque passage de frontière, nous attendions des heures ! Lors de ce voyage, consacré à l'enseignement en R.D.A., nous avons rencontré des enseignants. Nous leur demandâmes sur quel critère les lauréats étaient sélectionnés pour être enseignants ; ils nous répondirent : « Le critère social est le principal critère. » Donc, la compétence passait en second. L'adhésion au régime politique passait en premier. Il en était de même pour les centres de redressement où se retrouvaient les jeunes dont la famille n'adorait pas le régime.

Je dois dire que, comme la plupart des communistes de l'époque, et même si ce système ne me plaisait pas, je ne protestais pas. Pire même, je me faisais moi-même prendre par ma fidélité. Ainsi, lors de mon premier voyage avec de jeunes lycéens, je surpris l'un d'entre eux à faire du marché noir avec la monnaie. C'était rigoureusement interdit, car la R.D.A. tenait à tout prix à son taux de change officiel (qui n'avait rien à voir avec le taux réel, comme le montrait le marché noir). Je réagis vigoureusement et fut particulièrement étonné de voir la mollesse de la réaction du directeur du stage (membre de la STASI, la police secrète politique comme me l'avaient dit les élèves allemands, mais je ne les avais pas crus), et finalement aucune sanction ne fut prise, ni aucune admonestation. Un autre cadre allemand du stage m'expliqua alors que le régime tolérait ce marché noir, le

favorisait même, car il permettait des entrées de devises qui rentraient dans le circuit bancaire par les « Intershop », magasins dans lesquels on n'achetait que des produits occidentaux avec de la monnaie occidentale. Voilà donc une règle « secrète » contraire à la règle écrite, je dirais même contraire à la loi ! C'est comme cela que fonctionne « l'appareil » du parti en France aussi. Je vais l'illustrer tout à l'heure par les péripéties de « l'appareil » entre les deux tours des élections présidentielles de 1981.

Lors du dernier voyage en compagnie d'amis universitaires, je pris conscience que j'avais complètement coupé les liens avec ce milieu cultivé pour me scléroser dans « l'appareil ». Je me déchaînai donc et posai plusieurs questions dérangeantes, du moins dérangeaient-elles mes compagnons français, pourtant non communistes ou ayant quitté le parti, l'un d'entre eux m'avait d'ailleurs déclaré qu'il ne pouvait pas se sentir à l'aise quand il était représenté par un homme comme Georges Marchais. Ainsi, agacé par le fait qu'à chaque visite d'entreprise nous avions affaire au triumvirat : chef du parti²⁵, chef du syndicat et directeur de l'usine (presque toujours des hommes), tous ayant au revers l'insigne du parti, je posai la question suivante au directeur : « Vous portez l'insigne du parti au revers de

²⁵ Le S.E.D. (en français : parti socialiste unifié), le parti communiste en quelque sorte... En R.D.A. il y avait d'autres partis et d'autres groupes représentés à l'Assemblée nationale. Mais ses candidats devaient avoir l'aval du S.E.D., « parti dirigeant de la D.D.R. » (Deutsche Demokratische Republik : République démocratique allemande, R.D.A. en français))

vosre veston. Qui commande ici, vous, ou le secrétaire du parti ?

— Personne ne commande ici. Me répondit-il. Nous faisons tourner l'usine par la conviction et non par le commandement... » (Sans commentaire).

Une autre fois, à la « charmante » responsable locale du SED (ce qui veut dire parti socialiste unifié en allemand, parti qui a regroupé autoritairement le parti communiste et le parti socialiste après la guerre) : « Vous avez le pouvoir en R.D.A. grâce à l'armée rouge ! (J'avais parlé en allemand)

— Non ! ne dis pas ça ! S'écria en français mon ami.

— Yawohl ! Me répondit tout naturellement cette grosse bonne femme pas très sympathique. Et de m'expliquer en détail à quel point j'avais raison... »

1978 : la rupture

J'ai expliqué ci-dessus comment, après les élections législatives partielles de 1977 dont les résultats montrèrent un réel déclin du P.C.F., la direction du parti prit son virage à cent quatre-vingts degrés et voua le parti socialiste aux enfers de la social-démocratie. Et ceci alors que « l'appareil » avait été très loin dans l'illusion sur la « nature » du P.S., certains articles des « cahiers du communisme²⁶ » allaient jusqu'à avancer l'idée que le P.S. devenait un « parti de classe » depuis que le P.C.F. l'avait « contraint » à signer le programme commun de gouvernement. Nombre de militants furent désarmés ; ils avalèrent les cordes qu'il y avait à avaler. Nous ignorions le « rapport secret » de Georges Marchais lors du comité central qui avait adopté le programme commun de gouvernement. Les événements donnèrent raison aux « anti-unitaires ». Une nouvelle ère s'ouvrait, celle de la duplicité, règle une fois de plus non écrite qui disait qu'il fallait être unitaires en paroles et « anti-unitaires » en actes.

Les élections législatives se déroulèrent dans une atmosphère d'enthousiasme de la part des militants. Nous en étions encore au stade où on ne s'apercevait pas que bon nombre étaient restés « sur le bord de la route ».

²⁶ Revue « théorique » et politique du P.C.F. (C'est moi qui ai mis les guillemets.)

Cet hiver fut très rigoureux. Nous étions contraints de rajouter beaucoup de sel dans la colle des affiches pour éviter qu'elle gèle contre les murs. J'ai toujours aimé les rendez-vous fraternels entre militants au petit matin pour aller coller des affiches : cette aération de l'esprit, ce sentiment d'être utile, cette espèce de guérilla pour rire avec les équipes d'afficheurs de nos adversaires politiques. Nous étions encore nombreux à participer aux « collages ». Des années plus tard, ce ne fut plus le cas. Parfois même, je partais seul couvrir les murs de Givors d'affiches, notamment — entre Noël et Jour de l'an de l'année 1988 — par un matin glacé dans un brouillard givrant, je collais le portrait de Camille Vallin partout pour la préparation des municipales de 1989.

En 1978, nous avions encore les forces pour aller coller des affiches dans la « Vendée lyonnaise » et distribuer des tracts aux ouvriers très loin, à Saint-Symphorien-sur-Coise, là-haut dans la montagne, à la sortie des usines de salaison. Nous n'avions peur ni du froid, ni du gel, ni de l'adversité. Nous étions convaincus que le parti resterait en tête et que nous serions ainsi les principaux artisans de la victoire de la gauche. « L'appareil » le croyait tellement, car il nous le faisait croire aussi, qu'il accorda à Jean Capiévic, alors secrétaire de la fédération du Rhône de créer son journal « Le Point du jour ». Il en devint le directeur et son directeur adjoint fut Roland Jacquet, aujourd'hui trésorier national du P.C.F. (la fédération du Rhône a beaucoup donné des siens à « l'appareil »). Il est intéressant de noter comment fut effectué le recrutement pour faire fonctionner le journal. Le recrutement était basé non pas sur les compétences requises, mais sur les critères

« sociaux » identiques à celui de la R.D.A. furent ainsi bombardés journalistes et directeurs des rubriques locales des gens « sortis du rang » sans aucune formation hormis celle du P.C.F. On obtint un journal quasiment illisible et qui ne réussit pas à passer l'hiver suivant. On mit cet échec sur le compte de l'échec électoral, « l'appareil » ne se rendant même pas (encore) compte que cela revenait au même en ce qui concerne ses responsabilités. Ensuite, ce furent les « pages Rhône-Alpes » du journal l'Humanité qui prirent la relève, mais qui n'existent plus non plus aujourd'hui.

C'est à Noël 1979 que l'armée rouge envahit l'Afghanistan. Décidément, pour nous les communistes, il y a plus d'un Noël au cours duquel nous avons souffert. Y compris celui où la direction a fait attaquer un foyer d'immigrés au bulldozer après que Robert Hue²⁷ eut organisé la délation auprès d'un trafiquant de drogue marocain... Les cordes que nous avalions devenaient de plus en plus grosses et comportaient de plus en plus de nœuds. Nous avons donc eu droit au pitoyable spectacle de Georges Marchais interviewé en direct de Moscou pour défendre l'intervention. Au comité fédéral du Rhône, un vrai membre de « l'appareil », pour justifier l'intervention de l'armée rouge, nous expliqua qu'au fond c'était normal : « En 1936 nous réclamions bien l'intervention française en Espagne contre le franquisme... » La comparaison fut osée...²⁸

²⁷ En tant que maire de sa commune.

²⁸ Au P.C.F. nous étions capables de justifier tout et n'importe quoi ! Je me souviens, alors que j'étais encore étudiant (donc en 1970 peut-être), comment le secrétaire de ville de l'U.E.C. justifia la condamnation des dissidents en URSS : « Cela prouve que la justice

Quelque temps après (je ne me souviens plus de l'année exacte), je fus convoqué par le secrétaire à l'organisation de l'époque, Jean-Claude G., pour une affaire concernant le secteur de la circonscription dont j'étais responsable. En effet, un jeune étudiant distribuait à la faculté des tracts contre l'invasion de l'Afghanistan. Ce militant ne voulait pas entendre raison et je fus donc envoyé en mission dans la cellule où il était adhérent dans les Monts du Lyonnais. Lors de la réunion où j'avais été « invité » par le secrétaire de la cellule (terme d'usage pour désigner une intervention des organismes supérieurs) je sommais ce pauvre étudiant de prendre une autre position : « On est pour la révolution, ou on est contre, il faut choisir son camp », déclarais-je, en bon stalinien. J'aimais alors ce genre de formule... Le gars eut beau dire ce qu'il avait à dire (je ne l'avais pas même écouté, car il n'allait pas dans notre sens, celui de « l'appareil »), je demandais à la cellule de prononcer son exclusion !

Il fut donc exclu !

est indépendante du pouvoir en U.R.S.S., car cette condamnation est une grave erreur politique » ! ! ! !

1981 : battu et donc, on recolle

Cette période fut celle de la préparation et du déroulement de la campagne des présidentielles. Une période décisive pour « l'appareil », une période historique qui vit la confirmation de son lent déclin vers les profondeurs de l'enfer électoral.

Cette fois, contrairement à 1974, la direction du parti prit une très bonne décision : nous allions présenter un candidat aux élections présidentielles. Cette décision sera maintenue à chaque élection. Tant mieux. Pourquoi ? Pour la raison très simple qu'un parti ne peut pas exister s'il ne se présente pas aux élections... Même une présidentielle. Une grave erreur a été commise en 1974 de ne pas présenter de candidat communiste.²⁹

D'ailleurs, durant cette période, la direction a vraiment fait n'importe quoi sur le plan électoral ; lors de législatives, dans certaines circonscriptions nous n'avions pas présenté de candidats pour se désister en faveur d'un candidat d'un autre parti, comme le P.S.U. par exemple. Un comble pour moi qui m'était battu physiquement avec ses militants à l'université ! Ainsi, l'influence électorale du P.C.F. fut anéantie pour toujours à Villeurbanne. De vrais

²⁹ Hélas, la même erreur a été reproduite aux élections régionales récentes et, dans certaines circonscriptions, aux législatives de 1997.

apprentis sorciers ! Ce qui motivait ce genre de décision, c'est la peur de la sanction électorale. Un mépris de la démocratie, une preuve que les intérêts de « l'appareil » passent avant celui du parti, car « l'appareil » préfère que le parti n'existe pas électoralement plutôt que de se voir échouer lors d'élections partielles. Ce type de décision imposé par le haut fut difficile à faire entériner par les organismes locaux. Au comité fédéral du Rhône, quelques voix se sont élevées contre la non-existence électorale du parti communiste. Elles furent hélas bien peu nombreuses et je ne fis pas partie de celles-là.

Nous avons donc mené cette campagne électorale présidentielle tambour battant³⁰. Nous étions une fois de plus enthousiastes. Je n'ai pas oublié cette formule de Francette Lazard au comité fédéral du Rhône : « Voilà une campagne électorale qui marquera le souvenir d'un militant. » Effectivement, tout le monde s'en souvient. Nous avons fait signer des appels à voter par centaines de milliers. Un jour, alors que je faisais signer un électeur sur le marché de Givors, légèrement intrigué par son attitude, comme pris d'un doute, je lui demandai :

« Vous signez l'appel à voter Georges Marchais, c'est bien ! mais allez-vous voter pour lui ?

— Euh... Ben non... J'admire beaucoup Georges Marchais, mais il n'est pas crédible comme président de la République...

— (Stupéfaction) Ah bon ? Mais alors, pourquoi signer cet appel ?

— Parce que Marchais est bien gentil, mais...

— Et vous allez voter qui alors ?

³⁰ Si ma mémoire est bonne, ce fut le titre du livre de Jacques Duclos sur sa propre campagne électorale en 1969.

— Mitterrand bien sûr... »

Il prononçait Mitterrand en mangeant le « e » : « Mitrand ».

Cette expérience était importante. Elle montrait que beaucoup d'électeurs, bien que sympathisant avec nous, préféreraient voter François Mitterrand. Je fis part de cette expérience au bureau fédéral³¹, mais Jean-Paul Magnon ne releva pas une information aussi dérangement. Elle indiquait clairement qu'une période nouvelle avait commencé : celle où nous avons plus de signatures d'appels à voter que de voix aux élections...

Le résultat électoral fut perçu par les militants comme catastrophique. Nous ne savions pas encore, avec un peu plus de 15%³², que nous amorcions seulement notre descente aux enfers ! D'autant plus que les 16 % et des poussières lors des élections législatives qui ont suivi ont créé des illusions sur notre soi-disant remontée... Aujourd'hui, un 15 % aux élections présidentielles serait un excellent score.

Ce qui est intéressant à rappeler, pour bien comprendre « l'appareil », ce sont les péripéties qu'a connues ce dernier entre les deux tours. Le comité central a pondé un texte très frileux sur François Mitterrand. Ce texte développait surtout les aspects négatifs de sa politique pour en déduire que les voix communistes pèseraient lourd dans l'élection de Mitterrand, et que cela était donc nécessaire. Un appel à voter mi-figue mi-raisin, que l'on pouvait aisément lire entre les lignes ! Et

³¹ Je ne fus jamais proposé par « l'appareil » pour être membre du bureau fédéral. À ce moment-là je participais à ses réunions, car invité comme responsable de circonscription électorale.

³² 15,48 % exactement.

en coulisses, « l'appareil » a tout fait pour faire échouer l'élection du candidat de la gauche. Le sectarisme anti-P.S. était à son comble et exacerbé par les dirigeants. J'eus à présider une assemblée générale de communistes pleine de contradictions. Le premier qui prit la parole (un camarade syndicaliste) déclara qu'il ne voterait pas socialiste. Je crus malin de dire, pour mettre tout le monde d'accord : « Chacun est libre de voter ce qu'il veut dans l'isoloir.³³ » Dire cela, c'était, en quelque sorte, la directive souterraine de « l'appareil ». Celui qui militait pour l'élection de François Mitterrand était pris soit pour un naïf, soit pour un traître... Certains ayant de petits comptes à régler en profitèrent en m'accusant de ne pas être clair. Accusation facile, car bien fondée !

Il est vrai que la situation n'était pas facile. Jusque-là, on peut à la limite comprendre... Mais ce qui suivit m'apparut comme étrange, comme venu d'un autre monde...

Le soir de la victoire de Mitterrand, la situation changea brutalement. On aperçut Charles Fiterman (et d'autres), rayonnants à la télévision, de même que Georges Marchais. Les dirigeants sonnaient le rappel pour « fêter la victoire ». Incroyable. J'étais dépité, désarçonné... Un naïf politique quoi. Je ne participai à aucune « fête de la victoire. » Une amie, désarçonnée comme moi, cherchant à tout prix une explication à ce revirement me dit : « Tout cela était fait exprès ! On s'est laissé affaiblir pour faciliter la victoire... » Jusqu'au journal « L'Humanité » qui s'autoproclama « Seul journal gouvernemental » !

³³ Mot d'ordre transmis discrètement, mais fermement dans le parti par « l'appareil ».

Dès 1982, le gouvernement Mauroy orientait la politique du gouvernement à droite. La politique de restructuration de la sidérurgie jeta des milliers de sidérurgistes à la rue. « L'appareil » restait quasiment muet. Il fallait préparer les municipales de 1983. Dans ma région, le gouvernement décida de transférer l'usine de machines-outils Berthiez de Givors à Saint-Etienne. Manœuvre politicienne maligne, car les deux villes étaient dirigées par un maire communiste... Le maire de Givors, Camille Vallin fulminait. Les ouvriers de Berthiez ne voulaient pas partir et se mirent en grève avec occupation de l'usine à Givors. Les manifestations se multiplièrent. Camille lança un appel à bloquer le T.G.V. si on n'entendait pas la voix des travailleurs de Givors. Mais cette action n'a jamais eu lieu. « L'appareil » veillait à ce qu'aucune manifestation ne gênât le ministre des transports, Charles Fiterman. Je me souviens très bien de discussions avec Roland Jacquet³⁴ dans les manifestations : il était difficile pour lui de faire admettre la position de « l'appareil ». Et on connaît parfaitement bien les liens étroits entre « l'appareil » du P.C.F. et les directions de la C.G.T.. Moi-même, j'ai des reproches à me faire dans ce domaine, car j'avais dirigé une grève des loyers dans le quartier populaire des Vernes en 1980 (grève qui connut un grand succès et qui dura sans essoufflement), et j'avais appelé à l'arrêter après la « victoire », car, désormais, tout devait changer, croyais-je... Cette grève avait néanmoins porté ses fruits, car le gouvernement décida de ne pas laisser augmenter les loyers dans les zones de logements sociaux. Ces

³⁴ Il était alors membre du secrétariat fédéral du Rhône.

mesures constituèrent l'amorce de ce qu'on appelle aujourd'hui la « politique de la ville ».

Le municipales eurent lieu en mars 1983. Étant donné le déclin électoral du P.C.F., nous risquions de perdre de nombreuses municipalités. « L'appareil » joua à fond la carte de l'unité avec le P.S., alors que quelques années plus tôt, c'était la désunion la plus complète. Un affligeant spectacle fut visible un soir sur l'écran de télévision : un débat entre Georges Marchais et Bernard Pons. Ce dernier eut beau jeu d'attaquer le gouvernement et obliger ainsi Georges Marchais à le défendre à tout prix. Nous n'avions plus affaire à un dirigeant du parti communiste, mais à un auxiliaire du gouvernement.

Les élections municipales de 1983 furent relativement catastrophiques, car il fallait faire la comparaison avec celles de 1977 qui furent excellentes pour la gauche. Nous perdîmes de nombreuses municipalités, dont celles de Saint-Etienne. Quasiment aucune ne fut reprise depuis. Nous conservâmes la mairie de Givors de justesse. Finis les scores électoraux pharaoniques ! Il fallait désormais compter sur un adversaire de droite résolu et sur un déclin du parti communiste qui allait continuer. Récemment, je discutais avec mon ami Camille Vallin sur mes positions personnelles. Je disais que j'en voulais à « l'appareil » d'avoir conduit mon parti où il se trouvait : à environ 6 % d'influence électorale ! Il voulut détourner les responsabilités en me disant : « Ce n'est pas « l'appareil » qui est responsable de la chute de l'Union soviétique... » Le déclin du parti a commencé depuis bien plus longtemps. Depuis le vingtième congrès du parti communiste de l'Union

soviétique³⁵, alors que « l'appareil » du parti communiste français refusa de reconnaître les crimes de Staline en niant le rapport Kroutchev. À partir de ce moment, la direction de l'histoire avait tourné vers ce qu'on a appelé la chute du communisme. Cette chute est due essentiellement à la volonté exacerbée des « appareils » des différents partis communistes à rester au pouvoir. Après 1989, la plupart des membres de ces « appareils » des pays de l'Est se sont facilement recyclés dans le personnel capitaliste et se sont enrichis. Cette solution ne fut pas possible, bien sûr, pour les membres de « l'appareil » français.

³⁵ 1956

1984 : on s'en va

Une fois les municipales terminées, la polémique reprit entre « l'appareil » et le parti socialiste. Un autre virage à 180 degrés rendit la lecture de la politique de « l'appareil » incompréhensible pour les électeurs et les militants. Cette nouvelle orientation amena à la rupture en 1984, au lendemain des élections européennes, élections à la proportionnelle, au cours desquelles le parti communiste devait pouvoir retrouver son autonomie politique. Comment peut-on imaginer une telle naïveté de ces dirigeants qui croyaient encore retrouver un bon résultat grâce à la proportionnelle ? « Il faut avoir de jumelles pour réussir à suivre leur politique ! » Me déclara un électeur. Les contradictions internes éclatèrent au grand jour. À l'époque il y avait un porte-parole du parti communiste, c'était Pierre Juquin. Il annonça donc la démission des ministres communistes après la réunion du comité central dont on n'a jamais connu la teneur des discussions. Et à une question d'un journaliste, il affirma que les députés communistes faisaient toujours partie de la majorité présidentielle. Quelques jours plus tard, sur une radio nationale, Roland Leroy, interrogé affirma exactement le contraire ! Il aurait fallu se mettre d'accord camarades !

Les élections européennes se déroulèrent juste avant ces péripéties. Ce furent les deuxièmes, les premières ayant eu lieu en 1979. À cette époque, un militant m'avait affirmé : « On n'en a rien à faire de ces élections, on n'a qu'à les boycotter. » La construction européenne n'avait pas la cote au parti communiste. Ce parti, quasi-nationaliste à l'époque, ne se souvient pas que c'est la monarchie absolue qui a joué un rôle déterminant dans la constitution de la nation française contre les féodalités régionales et locales... Il en est de même aujourd'hui pour l'euro : sous prétexte que le capitalisme domine le monde, doit-on refuser toute évolution, toute adaptation ?

En 1984, nous avons retrouvé un peu d'enthousiasme. Notre sortie du gouvernement devait nous redonner un peu de couleurs et de santé. Nous comptions là-dessus. Mais le déclin se poursuivait inexorablement... Pour nous, les gens de Givors (on dit : les Givordins) ce fut l'angoisse, car notre canton était renouvelable en 1985. C'était Camille Vallin qui était conseiller général depuis 1945. Déjà en 1979, j'avais été choisi par « l'appareil » pour assurer « la relève de Camille ». Ce fut le gentil Jean-Pierre Brunel qui fut chargé de l'agréable tâche de me le dire. La décision fut prise au comité de section, avec même un certain enthousiasme. Mais, la commune de Grigny que nous venions de prendre en 1977 restait fragile. Mon ami Roger Tissot craignait que, changeant de candidat, le parti communiste fût passé derrière le parti socialiste. Il fit grande pression auprès de Jean-Paul Magnon, alors nouveau secrétaire fédéral ayant remplacé Jean Capiévic. Roger se garda bien de m'en parler alors que j'étais déjà

officiellement désigné candidat par les communistes de Givors. Jean-Paul Magnon me convoqua et me somma de renoncer à ma candidature ! C'était la seule solution pour éviter ma candidature, car, au vote des communistes, malgré l'opposition du maire de Grigny, je l'aurais largement emporté. Fidèle jusqu'au bout, je me résignais à retirer ma candidature devant le comité de section. Mauvais souvenir d'avoir une fois de plus obéi à « l'appareil ». Je fus donc doublement victime : je n'étais plus candidat et j'étais accusé par de nombreux camarades qui étaient partisans de ma candidature d'être « à la solde de la fédé³⁶ ».

Parfois, lorsque je revois le film « L'Aveu » de Costa Gavras, je me mets dans la peau de ce pauvre London qui a fini par avouer une trahison qui n'existait pas « dans l'intérêt du parti... »

Nous sommes donc repartis avec la candidature de Camille Vallin, qui, à l'époque, était passé dès le premier tour, même si son score avait bien baissé. En 1985, tout naturellement, le problème restait posé. « L'appareil » avait fini par décider qu'étant donné la faiblesse électorale du parti, il convenait de reconduire Camille comme candidat. Cette précaution ne suffit pas : nous fûmes battus par un élu de droite prétentieux et incompetent. La soirée du deuxième tour fut atroce : dès les premières centaines, je compris la défaite. Je retrouvai Camille dans une petite salle contiguë au bureau de vote juste après le dépouillement. Je vis rapidement qu'il était inutile de lui donner mon sentiment : il le partageait, car il avait tout compris au vu des premiers résultats. En homme courageux, il assumait son devoir de maire

³⁶ Aimable diminutif de la « fédération du Rhône du P.C.F. »

d'annoncer lui-même sa défaite (notre défaite). En 1987, je le vis également faire preuve du même courage lorsque nous perdîmes le siège de sénateur qu'il détenait. Il paya très cher de sa santé ce courage, car il fut victime d'un infarctus (dont il se remit toutefois parfaitement).

La « bataille » du deuxième tour fut très intense. Nous allions voir les électeurs un par un. Je dirigeai moi-même ce travail de fourmi, bien que n'étant plus secrétaire de section, ayant été élu maire-adjoint en 1983. Jean-Paul Magnon venait nous soutenir tous les jours. Un jour il me demanda, en présence de Raymond Combaz, le nouveau secrétaire de la section :

« Qu'est-ce qu'il y a à faire aujourd'hui ?

— Eh bien, lui dis-je, il y a des tracts à distribuer, des affiches à coller et du porte-à-porte à faire...

— Eh ! Tu vas pas demander à Jean-Paul Magnon de faire cela quand même ! » Rétorqua Raymond.

Voilà ce que c'est que de monter en grade. C'est comme à l'armée, les généraux ne vont pas à la bataille...

1988 : le fond du gouffre

Passées les élections législatives de 1986 qui virent la victoire de la droite, nous attaquâmes la campagne des présidentielles de 1988. Elle commença dès le lendemain des législatives, moment assez ubuesque, car le P.S. donnait l'impression d'être heureux de la défaite. En effet, cette dernière amorçait une nouveauté politique et institutionnelle : la cohabitation entre le président de la République François Mitterrand et le Premier ministre Jacques Chirac. J'ai toujours eu de l'admiration pour ce dernier, non pas sur le plan politique, mais sur le plan personnel. Voilà un homme qui a toujours assumé sa politique et ses origines, contrairement à son rival socialiste... Cette cohabitation, dans l'esprit politicien socialiste, devait assurer la réélection de Mitterrand en 1988. En 1987, l'annonce à la télévision de sa candidature, lèvres inférieures excessivement retroussées, n'étonna personne. Pour notre part, nous devions consulter les adhérents sur la candidature communiste. Le comité central avait déjà choisi : c'était André Lajoinie. Georges Marchais, qui devait être notre candidat naturel avait déserté, sans doute effrayé par la difficulté... Encore une période où nous perdîmes beaucoup d'adhérents. L'un d'eux me le reprocha en me

disant que je proposais³⁷ la discussion sur la candidature communiste alors que les affiches étaient déjà tirées. Ce très bon ami a fini par reprendre sa carte dix ans plus tard... Je m'investissais déjà moins dans les campagnes électorales. Néanmoins je fus atterré comme les autres par le résultat qui arrivait à peine à dépasser les 6 %... En dix années, l'influence électorale du parti communiste était passée de 20 % à un peu plus de 6 % ! Dans aucun parti démocratique, une direction politique présentant un bilan aussi catastrophique ne peut rester en place. Même si, hélas, la possibilité de rester existe, elle doit démissionner ! C'est plus sain. Pas au P.C.F. Les dirigeants sont quasiment restés les mêmes. Inamovibles. D'ailleurs juste avant de quitter le poste de secrétaire général du parti, Georges Marchais a bien pris la précaution de faire « monter » les hommes de son clan. Ce fut le cas de Jean-Paul Magnon, qui participa avec Georges Marchais à la délégation du parti qui se rendit à Moscou en 1980. Nous, pauvres adhérents, cadres moyens, les sous-officiers de l'armée communiste, étions restés dans l'ignorance totale des projets de « promotion des cadres³⁸ ». Nous apprîmes en lisant l'Huma après le congrès que Jean-Paul Magnon était secrétaire du comité central ! Il nous fallut ensuite élire un nouveau secrétaire fédéral au comité fédéral, alors que la conférence fédérale³⁹ était terminée depuis longtemps. Incroyable

³⁷ J'étais alors secrétaire de la cellule Maurice Thorez... Toujours prêt à faire fonctionner le parti, le vrai, pas celui de « l'appareil ».

³⁸ Terme officiel de « l'appareil » pour « l'élection » des dirigeants.

³⁹ La conférence fédérale est en quelque sorte le congrès départemental du P.C.F. À la fin de la conférence fédérale, nous avons réuni le comité fédéral qui avait élu Jean-Paul Magnon

non ? D'ailleurs, au congrès suivant, l'opération se reproduisit avec... le nouveau secrétaire fédéral, Roland Jacquet, qui fut « promu » trésorier national du parti ! Quelle joie dans les yeux de ces camarades, dont la promotion dans le parti est aussi vécue comme une exceptionnelle promotion sociale. L'avis des adhérents dans tout cela ? Pas consultés, pas informés officiellement... Franchement, « l'appareil » se croyait encore tout permis. N'avait-il pas conscience de la situation nouvelle dans laquelle se trouvait le parti ? Quelques mois plus tard, en automne 1989, le mur de Berlin fut franchi par des Allemands de l'est et de l'ouest heureux, et à Noël le dictateur Ceaucescu et secrétaire général du parti communiste roumain était exécuté.

Quelle période difficile pour nous les communistes de base. Laurent Fabius osa même utiliser le terme de « pathétique » au sujet des communistes. Il n'avait sûrement pas tort. Roland Jacquet eut cette formule malheureuse au comité fédéral, parlant des communistes des pays de l'Est en pleine déconfiture : « Les camarades maîtrisent la situation. »

Les événements qui me mirent le plus mal à l'aise furent ceux de Roumanie. La présence d'une délégation du P.C.F. au congrès du parti communiste roumain qui se déroula quelques semaines avant les événements n'était pas fortuite. Les relations entre les deux partis étaient faites d'avantages mutuels : sur le plan politique, le P.C. roumain pouvait entretenir de bonnes relations avec la France et sur le plan matériel le P.C.F. tirait des avantages des relations entre les municipalités et les

secrétaire de la fédération. Il ne fait aucun doute que ce dernier n'ignorait pas la promotion dont il ferait l'objet à la fin du congrès.

organismes de vacances roumains au bord de la mer Noire. Alors ce fut difficile pour « l'appareil » de nier ces liens, et de nier la présence d'une délégation de « l'appareil » français au congrès du parti communiste roumain. Qu'avions-nous comme argument pour nous raccrocher : le fait indéniable que les chefs d'État occidentaux avaient toujours eu de bonnes relations avec Ceausescu qui avait fait preuve d'indépendance vis-à-vis de l'U.R.S.S., et... la position du P.C.F. qui condamna l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968 (!) — je rappelle que si le bureau politique a condamné sans ambiguïté cette invasion d'un pays par les armées du pacte de Varsovie, il a soutenu ensuite la « normalisation » dirigée par le parti communiste tchèque... De bien maigres consolations pour les électeurs. Enfin, notre présence au congrès communiste roumain était rendue nécessaire, disait-on, pour y affirmer nos désaccords. Le même argument qui fut employé vis-à-vis du P.C.U.S. (parti communiste de l'Union soviétique) lors de la visite de Georges Marchais (et Jean-Paul Magnon) à Moscou en 1980, juste après l'intervention soviétique en Afghanistan.

Les élections municipales de 1989 furent une heureuse surprise : nous réalisions de bons scores dans nos municipalités et perdîmes peu de mairies. Nous bénéficiâmes alors de l'effet « présidentiel », car, cette fois, alors que Mitterrand était moins à gauche que jamais, le comité central du P.C.F. avait appelé à voter pour lui sans ambiguïté. Cette position fut bénéfique aux résultats électoraux des cantonales de septembre et des municipales de 1989. Évidemment, il n'en fut pas de même aux élections européennes de juin : le score du

P.C.F. resta irrémédiablement à l'étiage. Pour expliquer ce score misérable (en dessous de 7 %) le comité central met en avant la difficulté de ces élections pour le P.C.F. Quel mauvais argument ! On ne peut pas à la fois exiger la proportionnelle et dire qu'on est défavorisé lors de la seule élection qui fonctionne sur ce mode !

1993 : on y reste

Après 1989, les Français connurent une longue période de calme électoral ; les élections cantonales de 1992 ne montrèrent pas de modification particulière dans le rapport des forces, puis vinrent les élections législatives de 1993. Elles virent le retour au pouvoir de la droite et une nouvelle période de cohabitation jusqu'en 1995, date de l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la république. Ce dernier ne dissout pas l'assemblée. Il attendit pour cela l'année 1997.

Le front national était devenu puissant. Sa présence au scrutin législatif avec le mode de scrutin uninominal à deux tours gênait considérablement la droite. Il améliora encore son score et contribua à la défaite de la droite et à la victoire de la gauche plurielle. Ces élections donnèrent lieu à des accords entre les partis de la gauche plurielle : là où le front national risquait de prendre la tête, on définissait une candidature unique de la gauche dès le premier tour. Je ne suis pas du tout d'accord avec cette tactique qui consiste à supprimer le pluralisme sous un prétexte certes valable, mais qui reste un prétexte. Il en a été de même avec les élections régionales pour lesquelles la gauche plurielle a présenté des listes communes. À quoi donc a servi la proportionnelle ? D'autant plus que le résultat en sièges ne confirma pas du tout l'intérêt

d'une telle stratégie. Bien que les statuts du P.C.F. étaient changés, le « centralisme démocratique » supprimé, je n'aperçus pas le moindre signe de sa disparition dans les faits, et, comme toujours, les décisions du comité national⁴⁰ ne pouvaient être que les bonnes. On était encore loin, très loin, de « la souveraineté de l'adhérent »....

⁴⁰ Nouveau nom de l'ancien comité central

1997 : ça recommence !

La gauche « plurielle » est victorieuse aux élections législatives ; une nouvelle cohabitation commence. Lionel Jospin en profite. La cohabitation a toujours profité au parti socialiste. Cette règle se confirme une fois de plus. Deux ministres communistes et un secrétaire d'État sont au gouvernement.

Robert Hue, nouveau secrétaire national du P.C.F. essaie de sauver « l'appareil ». Au lieu de comprendre la formule du film « Le Guépard » : « Il faut que ça change pour que tout reste pareil⁴¹ », la « structure⁴² » résiste ! Nostalgie du passé ? Peur de perdre le pouvoir ? Je ne sais pas...

Néanmoins, Robert Hue espère sûrement que cette situation nouvelle va être profitable au parti. Ce dernier est exsangue. Il ne reste que peu de chair autour du squelette constitué de « l'appareil ». Aussi, il a fallu chercher ailleurs des candidats pour constituer la liste des Européennes de 1999. Cette liste était à l'image du parti : des dirigeants et des « sympathisants » plus ou moins proches. Des adhérents : point ! Le résultat escompté ne

⁴¹ Je cite de mémoire cet extrait des dialogues du superbe film politique de Luchino Visconti.

⁴² C'est le nouveau terme utilisé par le comité national du P.C.F. pour désigner ce que moi j'appelle « l'appareil ».

vit jamais le jour : le score de 6,7 % de la liste Robert Hue était plus lamentable que jamais !⁴³

L'année 1999 est aussi l'année de préparation du trentième congrès du P.C.F qui doit avoir lieu en l'année 2000. J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt sa préparation. Depuis le vingt-huitième congrès, j'ai pris mes distances. Lors de ce dernier congrès⁴⁴, au cours de ma conférence de section⁴⁵, je proposai une vingtaine d'amendements. À chacune de mes propositions — j'étais placé au fond de la salle —, je vis Camille Vallin, ce vieux bolchevique assis au premier rang, lever la main et prendre la parole le premier pour réfuter ma proposition, avec, souvent, un geste de mépris de la main. L'ensemble des délégués présents, trop habitués à servir « l'appareil », se précipitèrent pour suivre son représentant et repousser tous mes amendements. C'est d'autant plus navrant que nombre de mes propositions repoussées seront appliquées par le comité national pour la préparation du trentième congrès. Au soir de cette conférence, un adhérent me dit :

⁴³ Si j'étais méchant, je dirais que la liste « Bouge l'Europe ! » comprenant la moitié seulement de communistes, le P.C.F. ne réalise alors que la moitié du score, soit 3,35 %....

⁴⁴ Congrès qui fut chargé de modifier les statuts et de « supprimer le centralisme démocratique ».

⁴⁵ La « conférence de section » est le congrès des cellules regroupées dans une section. Ce sont les cellules existant dans une zone géographique donnée. Ma section regroupe aujourd'hui quatre cantons. Aux temps héroïques de la puissance organisationnelle du P.C.F. le nombre de sections était plus élevé. À cette époque la tendance était à la séparation, la création de cellules nouvelles. Quelque temps après (début des années quatre-vingt) « l'appareil » imposa la tendance contraire : face à la peau de chagrin de l'organisation il fallut regrouper. Ces territoires sont donc fluctuants en fonction de l'état de l'organisation.

« Ah ! on a eu une très bonne conférence de section !

— Tu trouves ? Lui répondis-je. Vous avez passé le week-end entier à dire non à tout ce qui était (même légèrement) différent de ce qu'a proposé la direction nationale... »

Ce jeune gars resta sans voix et étonné. Au parti, systématiquement, il est de bon ton de dire que tout ce qui est fait est bon. Il est très mal vu de dire que nous avons échoué, ou que nous n'avons pas atteint nos objectifs, etc. D'ailleurs les directions fixent toujours des objectifs si ambitieux qu'ils ne sont jamais atteints. C'est une déformation soviétique bien connue, car en U.R.S.S., le parti communiste fixait toujours des objectifs faramineux sur le plan de la production. On se félicitait toujours des objectifs audacieux, mais jamais des mauvais résultats. Il en était de même chez nous !

Ce fut ce soir-là que j'appris la mort de mon ami Raymond Roux. Cette mort m'affecta personnellement, car j'adorais cet homme. Ce décès fut comme un symbole, celui de la mort de ce militantisme ouvrier, authentique, expérience dure qui nourrissait « l'appareil » d'une richesse humaine que ce dernier ne pouvait comprendre, ses membres étant coupés depuis leur plus jeune âge du monde du travail. Deux autres décès me firent le même effet : celui de Roger Gaudin, qui eut lieu quelques années auparavant et celui de Muguette. Je tiens ici à leur rendre un hommage plein d'émotions. Leur souvenir reste éternel dans mon cœur.

Je ne quittai pas le parti pour autant, mais me revint en mémoire une discussion amicale que j'avais eue avec Yves Fournel lorsqu'il avait quitté le comité fédéral :

« Faut pas partir Yves ! Et qui va maintenant apporter une vision différente ? Plus personne.

— Tu comprends, j'en ai assez de ne jamais, systématiquement jamais, être entendu. À quoi je sers ici ?

— Mais il n'y aura personne pour parler autrement !

— Si ! À toi de prendre la relève ! »

Je ris jaune, je n'aimais pas bien être catalogué d'une tendance ou d'un courant, mais je suis sûr que ce n'était pas dans l'intention d'Yves d'essayer de me recruter. D'autres avaient tenté de le faire sans succès. Je ne souhaitais pas passer de la peste au choléra en adhérant à un quelconque courant, bien que je n'aie jamais condamné leur constitution.

Cette relève, je tentai bien de la prendre. Mais ce fut sans succès !

Lors du vingt-neuvième congrès, je décidai de faire un effort. Je participai à mes réunions de cellule et je fus « élu » délégué à la conférence de section. Notre cellule avait décidé de changer de secrétaire de cellule. Cela était une nouveauté. D'habitude, il fallait l'autorisation de l'instance supérieure, celle du secrétaire de section. Ce dernier, certainement pas encore au courant des changements statutaires dans son parti, protesta de ne pas avoir été consulté. Et pourquoi l'aurait-il été ? Les nouveaux statuts n'avaient-ils pas décrété « la souveraineté de l'adhérent » ? On voit bien que beaucoup de chemin reste à faire dans ce domaine. Au cours de la conférence, je fus membre de la commission des candidatures. Quelle fut ma surprise d'apprendre que la

personne que nous ne voulions plus comme secrétaire de cellule fut proposée pour être au comité fédéral⁴⁶ ! Et, bien entendu, malgré mes protestations et celles du nouveau secrétaire de la cellule, la conférence de section maintint cette proposition et la conférence fédérale élit cette personne contre laquelle d'ailleurs je n'ai rien à dire, ce n'est pas elle qui est en cause, mais la méthode consistant à passer par dessus les adhérents qui devaient pourtant être « souverains » comme le disent les nouveaux statuts du parti.

Suite à ces deux détestables expériences, car, au P.C.F. quand vous êtes d'accord c'est le paradis, mais quand vous ne l'êtes pas, c'est l'enfer, je refusai systématiquement de participer à quelque réunion que ce soit, et je n'ai même pas participé au vote de la préparation du trentième congrès. Lors d'une réunion du groupe des élus communistes et républicains,⁴⁷ une amie disait que ce n'était pas facile de ne pas être d'accord. C'est vrai. Disons que c'est plus facile d'être d'accord. Mais que c'est triste quand tout le monde semble être d'accord, car cela signifie inéluctablement que certains le

⁴⁶ Le comité fédéral est l'instance dirigeante de la fédération. Les membres sont « élus » par la conférence fédérale ; je mets des guillemets à « élus », car si l'élection se fait à bulletin secret (depuis peu de temps, avant c'était à main levée), une seule liste est proposée à l'élection et cette liste est préparée par la commission des candidatures. Or, cette commission entérine en général les propositions de la direction sortante. Jusqu'à il y a peu de temps, c'était même le secrétaire fédéral qui proposait une liste, et pas du tout le rapporteur de la commission...

⁴⁷ Il s'agit des élus municipaux proches du P.C.F. dont j'ai été le président pendant seize années. Nombre de ses membres ne sont pas membres du P.C.F.

sont par confort, par fainéantise intellectuelle, voire par manque de courage. Les désaccords sont enrichissants. Mais c'est une culture absente au P.C.F.⁴⁸ souvent on y a entendu de fidèles camarades parler de « l'intérêt du parti ». Nous étions prêts à beaucoup de choses dans « l'intérêt du parti ». Cet esprit de parti — qui n'est pas mauvais en soi — doit trouver ses limites. Il existe aussi ailleurs qu'au P.C.F. C'est lui qui a conduit nombre d'hommes politiques à donner frauduleusement des moyens financiers à leur parti et qui maintenant le paient cher. La nouvelle législation concernant le financement des partis et la limitation des coûts des campagnes électorales a du bon. Voilà encore un de mes désaccords avec « l'appareil » et le groupe des parlementaires communistes qui a voté contre la loi de financement des partis.

⁴⁸ Je ne développerai pas toutes les expériences de « désaccord » au sein du P.C.F., comme celui de Marcel Servin, dont j'ai entendu parler dans ma jeunesse, car je suis Lorrain, et il fut « déporté » en Moselle pour cause de désaccord. Il faut peut-être rappeler que l'opinion qui lui valut cette « déportation » est largement partagée aujourd'hui au P.C.F.

2000 : un congrès pour quoi faire ?

En mars 2000 a lieu le trentième congrès du P.C.F.

Pour moi, ce congrès est pathétique. Les tentatives d'instaurer véritablement la démocratie ne sont pas crédibles. Les débats sont faussés. Le texte de préparation parle de la « structure qui doit être au service des adhérents » et non le contraire. Mais personne ne parle de changer cette structure. C'est là le drame. On parle même de faire élire le secrétaire national par le congrès. Mais c'est quoi le congrès ? Je l'ai dit : une réunion plénière de « l'appareil » à laquelle sont invités quelques militants soit naïfs soit visant une carrière. Quand assisterons-nous vraiment à une réunion rassemblant des adhérents ? De vrais militants ? Le P.C.F. est devenu un géant aux pieds d'argile. Il va bientôt s'effondrer. Avant de consolider ses pieds, il faut alléger son corps, se séparer d'une partie importante de « l'appareil » et renouveler le reste. Toute demi-mesure consistant à conserver les places dans les fauteuils aux permanents serait suicidaire.

Les différents organismes de direction sont bien souvent fétichisés (dans le même sens que Marx qui parlait de la fétichisation de la monnaie). Ainsi, Jean-Paul Magnon parle de la manière suivante lors d'un conseil national de l'automne 1999 : « *Le bureau national* (c'est moi qui souligne) ne voulait pas faire de

cette question une “affaire”. »⁴⁹ Je l’avais aussi souvent entendu dire : « Le *comité fédéral* ne sera pas d’accord. » Et comment pouvait-il le savoir que le comité fédéral, avant de se réunir, ne serait pas d’accord ? Voilà une manière de s’exprimer qui montre une certaine conception de ces instances : ce ne sont plus des assemblées d’êtres humains qui peuvent avoir des positions différentes, mais un bloc représentatif d’une pensée unique... « L’appareil » emploie souvent une autre expression : « La relation de l’adhérent au parti. » Curieux... L’adhérent serait donc extérieur à son propre parti ? Si on remplaçait « parti » par « appareil » on comprendrait mieux. D’ailleurs n’est-ce pas Pierre Zarka qui demande, lors du Conseil national du 13/12/1999 : « Une intégration de dirigeants qui ont une activité autre que celle de *l’appareil* du parti » ? Et Sylvie Mayer qui remarque lors de la même réunion : « Nous éprouvons le besoin de faire précéder nos innovations d’un préalable : ne touchons pas à ce qui fonctionne. » « L’appareil » fonctionne, bien sûr, mais pour autant, il a fini par fonctionner pour son propre intérêt d’appareil.

L’avenir du parti est bien sombre tant que ceux qui l’ont conduit (et leurs serviteurs) où il est seront toujours à le diriger à tous les niveaux. Le parti est un organisme curieux : ses dirigeants en sont ses salariés ! Les adhérents paient pour exécuter les directives de ceux qui sont leurs salariés. On ne peut pas concevoir une situation plus anormale.

Les permanents risquent de perdre rapidement leur place, car le parti risque bel et bien de mourir. Tous les appels à la souscription et aux cotisations ne portent plus.

⁴⁹ Au sujet des attitudes de Maxime Gremetz.

Il faut tout rénover en profondeur. Bien d'autres personnes, et bien avant moi, ont déjà tenu ce discours. Finalement je leur rends hommage pour leur courage. Il est particulièrement consternant de voir certains responsables pleurnicher sur la présence ou non de la faucille et du marteau sur la « une » du journal « L'Humanité », ces personnes qui parlent de « parti révolutionnaire » sans savoir exactement ce qu'ils disent ; et les autres, qui ne savent où donner de la tête, qui parlent « d'ouvrir » le parti (c'est donc bien qu'il était fermé...), alors qu'aucun d'entre eux n'a été capable de l'ouvrir à ses propres adhérents.

J'ai bien conscience que tout cela pose de gros problèmes humains, car les permanents, la plupart du temps, ne savent faire que cela : mal diriger le parti communiste. Il y a des dispositions à prendre pour rendre leur recyclage professionnel possible en respectant leurs droits, même si, souvent, ils n'eurent pas les mêmes scrupules.

J'ai toujours trouvé exécrable cette personnalisation, ce culte de la personnalité, comme ces maires (il y en a de tous les bords) qui disent : « *Mon* adjoint (pour parler d'un maire-adjoint), *mon* conseiller (pour parler d'un conseiller municipal), *ma* piscine (pour parler de la piscine communale), *ma* maison de la culture, *mon* budget... » etc. Eh bien ces gens qui dominent le parti communiste depuis très longtemps parlent de *leur* parti comme d'une propriété privée...

Pour que cette propriété privée soit remise en cause, pour qu'on en vienne à ce que les adhérents soient vraiment propriétaires de leur parti, une vraie révolution est nécessaire.

Comme il serait naïf de demander à la bourgeoisie de remettre elle-même en cause son pouvoir, il le serait tout autant de le demander à « l'appareil »...

Givors, le 16 janvier 2000

LE SPECTRE

*Qui avais-je vu et pourquoi
l'apparition — elle se dressait à
nouveau très nette, dans l'œil de
mon esprit — demeurerait-elle
invisible aux autres ?*

*Henri James
« Sir Edmund Orme »*

*Un spectre hante l'Europe :
le spectre du communisme.*

*Karl Marx et Friedrich Engels⁵⁰
« Manifeste du Parti communiste »⁵¹*

⁵⁰ Je ne peux m'empêcher de transcrire ici le commentaire que fait l'éditeur (les éditions sociales, éditeur du P.C.F.), à propos de cette phrase — la première du texte — : *Marx et Engels veulent dire que la bourgeoisie de tous les pays voyait du communisme dans tout ce qui était contre les intérêts de la société bourgeoise. C'est pour réfuter les interprétations bourgeoises du communisme, tendant à montrer celui-ci comme quelque chose d'épouvantable, que le Manifeste fut écrit, exposant ce qu'étaient véritablement les conceptions, les buts, les tendances des communistes.*(Éditions sociales 1967)

Il est évident que je n'ai pas, mais pas du tout, suivi cette « interprétation » dans le texte.

⁵¹ Ce n'est pas moi qui ai mis une majuscule à « Parti », mais ce sont les éditions sociales.

Je l'avais vu tous les soirs de l'automne 1993, jeune homme mal vêtu assis sur un des bancs de la gare d'eau, immobile face au fleuve. Le premier soir, nous ne nous sommes pas regardés. La deuxième fois, il me fit un petit signe de tête discret et cela se répéta les soirées qui suivirent, car je suis très timide. Jusqu'au jour où quelqu'un s'assit à côté de lui, et pour cela le traversa comme s'il était immatériel. Un sentiment mélangé de terreur et de fascination me subjuguait. J'attendis que l'importun s'éloignât pour m'approcher moi-même. Assis à côté de lui, j'étendis mon bras comme pour le poser sur le dossier du banc en sachant très bien qu'il fallait heurter son épaule de la main. C'est ce qui se produisit, car son épaule était solide, bien chaude de chair, d'os et de sang.

— Oh ! Pardon ! Excusez-moi !

La manie de trop s'excuser...

— Il n'y a pas de mal, répondit-il d'une voix bien réelle, vous avez essayé, je comprends.

— Essayé ?

— Vous m'avez touché pour voir si je suis bien concret et c'est le cas n'est-ce pas ? Contrairement au passant de tout à l'heure...

Je fus estomaqué de cette réponse pourtant logique. Et j'en restai bouche bée.

— Ne restez pas la bouche ouverte à me regarder avec des yeux en forme de soucoupe. Vous avez bien

entendu. Pour vous, je suis solide, mais pour lui je suis un spectre.

— Un spectre ?

— Oui, le spectre qui hante le monde depuis des siècles. Le spectre du communisme.

— Du communisme ?

— Oui ! Cessez de répéter bêtement tout ce que je dis. Si je suis là, c'est pour vous parler de ma vie ; alors taisez-vous et écoutez-moi !

— Euh... C'est que je suis pressé. Ne peut-on pas remettre cet entretien à demain ?

— Comme vous voulez, j'ai tout mon temps...

Je me levai, lui serrai la main et rentrai chez moi pour retrouver ma tendre épouse à qui je racontai que j'avais rencontré un fou qui se prenait pour un spectre !

— Tu viendras avec moi demain soir, à la sortie du boulot, je te le montrerai de loin.

— D'accord ! D'accord. Répondit-elle, distraite...

Le lendemain soir, je le vis de loin, entre les troncs des platanes, assis dignement sur son banc, les jambes croisées, les mains posées l'une sur l'autre sur son genou, la tête haute et les yeux posés sur le fleuve qui coule toujours vers le sud.

— Le voilà ! Dis-je à ma chère et tendre en tendant le doigt.

— Où ?

— Là, sur le deuxième banc, assis face au fleuve !

— Mais il n'y a personne sur ce banc !

Allons ! Bon ! Cela recommence.

— Approchons, nous verrons bien.

Et nous nous approchâmes en flânant.

Il profita d'un détour de mon regard pour disparaître.

— Ah oui ! Tu as raison, ma chérie, il n'y a personne !

Certainement une ombre des peupliers proches...

Nous poursuivîmes la balade sur les quais en admirant le fleuve et nous ne parlâmes plus jamais de l'apparition. Par contre j'étais bien décidé à revenir le lendemain pour écouter les histoires de mon « spectre »...

Il fut bien présent à m'attendre.

— Bonjour ! Je savais que vous viendriez... Me lança-t-il comme pour me narguer.

— Ah ?

— Oui, vous avez trop envie de savoir.

— Savoir quoi ?

— Vous le savez bien !

— Bon, oui, c'est quoi pour vous le communisme ?

— Beaucoup de choses.

— Un idéal ?

— Bon, si vous voulez. Commençons par l'idéal. Vous savez, on épouse un idéal comme on épouse une femme. Ce mariage est un enchaînement comme tous les mariages. On croit avoir trouvé l'idéal de sa vie et ensuite, quand on est déçu c'est dur de divorcer. Parfois, c'est sans problème : quand il n'y a pas d'enfants et de propriétés. Mais tous ceux qui ont vécu de cet idéal ont eu du mal à s'en défaire. C'est comme un couple désuni : chacun vit sa vie de son côté, mais les apparences sont sauves...

— Alors là vous exagérez ! On n'épouse pas un idéal pour les apparences, mais par idéalisme, au sens d'idéal justement !

— Oui. Oui. Fit-il en se frottant le menton.

J'avais marqué un point, car il semblait ennuyé. Puis il reprit.

— Ne vous fâchez pas. Mais j'insiste. C'est comme l'amour. Au début, on se marie par amour et puis on se lasse, alors, on fait semblant... D'autres ont le courage de briser les liens, de se séparer. Alors, ce sont des « renégats ».

— Oui ! Des renégats !

— Ahah ! Je savais que ce mot vous plairait. Mais le communisme n'est pas seulement un idéal. Il fut une société réelle : la société communiste primitive. Elle n'a existé que parce que l'homme ne possédait rien, ni terre, ni maison, ni moyens de production. Les femmes commandaient et les hommes chassaient et pêchaient. Je vivais alors pleinement ma vie. Mais le jour où l'homme a compris que ses armes pouvaient également être des outils, alors il a produit. J'ai alors commencé ma longue agonie. Lorsqu'un producteur a compris qu'il pouvait faire produire la terre par un autre (à condition d'être plus fort) il l'a fait. Terminé. Je mourus de ma belle mort. Et, depuis, je hante le monde sans jamais pouvoir ressusciter...

— Ce n'est pas cette société primitive que les communistes veulent construire. C'est une société où les hommes sont égaux, où il n'y aura plus d'exploitation de l'homme par l'homme. Il est évident alors que ceux qui possèdent les moyens de vivre et profiter de la production des richesses par les autres ne la veulent pas cette société.

— Ils ne la veulent pas parce qu'ils croient que cette société sera privée de tout. Ils confondent communisme et pénurie ! Certains qui se réclament du communisme

ont cru que celui-ci consistait à prendre à ces possédants ce qu'ils possèdent... Mais le communisme, c'est l'absence de pouvoir, l'absence de propriété, la richesse pour tous. Une utopie quoi !

— Ah ! Voilà ! Une utopie, vous avez trouvé le bon mot. Une utopie...

— Oui. En tout cas, ça l'est resté. Car en fin de compte, y a-t-il eu jamais un peuple qui a pris lui-même le pouvoir et l'a gardé pour en fin de compte le supprimer tout à fait ? JAMAIS ! Jamais. Rares sont même les cas historiques où le peuple a pris le pouvoir lui-même sans aucune délégation. Je ne connais que deux cas : la Révolution française et la commune de Paris. Dans le premier cas, elle fut confisquée par la bourgeoisie. Dans le deuxième cas, elle fut écrasée dans le sang et les larmes par celle-ci. Partout, le peuple ignorant ses immenses capacités a toujours confié le pouvoir à quelques-uns : les partis, qu'ils se déclarent révolutionnaires ou non...

— N'est-ce pas un parti révolutionnaire qui a manqué à la commune de Paris pour vaincre ?

— Mais pas du tout ! Si elle avait vaincu dans ce cas, le parti aurait pris le pouvoir pour ses dirigeants qui se seraient confondus avec l'État. Alors, tous ceux qui auraient eu des désaccords auraient été traités de contre-révolutionnaires et écartés, punis, exécutés sous prétexte de défendre la révolution...

— Oh alors là vous exagérez !

— Pas du tout ! Pas du tout ! Regardez comme la dialectique a toujours tout expliqué dans le mouvement communiste. Par exemple : la contradiction fondamentale se situe entre le capital et le travail. Dans tel pays, le

travail, ce sont les ouvriers, dans d'autres comme la Chine, ce sont les paysans. Mais ceux-ci peuvent posséder un bout de terre. Alors ils ne sont pas des vrais prolétaires. Le camarade Mao inventa donc une autre dialectique : il y a des contradictions principales et des contradictions secondaires, déclara-t-il. C'est lui, le camarade Mao qui choisit lesquelles sont secondaires et principales. Le tour est joué. Le centralisme démocratique ? Il n'y a rien de plus contradictoire, donc de plus dialectique.... Je vous pose une question : qu'est-ce qui est dominant, principal, pour un communiste : l'intérêt de classe ou la démocratie ?

— Faux problème ! Car les deux forment un tout. La classe dominée étant la plus nombreuse, défendre ses intérêts est éminemment démocratique.

— Le camarade Mao répondait que ce qui est dominant c'est la lutte des classes. La démocratie est bourgeoise, car elle ne sert qu'à perpétuer son pouvoir. Dans une situation complexe donnée, lorsqu'il y a un désaccord entre deux communistes, qui décide que celui-ci défend un intérêt de classe et l'autre non ? Le Parti ? C'est quoi le Parti ? La direction, le secrétaire général ? Pendant longtemps, dans les pays de l'Est, le Parti-Etat décidait de tout, en réalité le chef du Parti-Etat décidait de tout.

— Mais tout cela n'est pas si simple ! Prenons un exemple littéraire. Un écrivain américain de science-fiction, farouche défenseur de la liberté individuelle, donc profondément communiste, a développé, dans une de ses nouvelles, « l'égalisateur », écrite en 1949, une utopie basée sur une découverte fantastique imaginée par l'auteur : chacun pouvait produire une quantité illimitée

d'énergie avec un appareil très simple et bon marché, à la portée de tout le monde. Du coup, avoir le pouvoir n'eut plus aucun sens. Et le véritable communisme put s'instaurer. Bien sûr, il n'appela pas cette société comme cela. Pour lui le mot de communisme équivalait à la pire des dictatures. Mais, néanmoins, il a écrit une nouvelle qui décrivait une société communiste, dans la mesure où personne n'exploitait personne. Or cette utopie chez Jack Williamson, le conduisit petit à petit à un individualisme forcené qui l'amena à approuver l'intervention américaine au Vietnam ! Comme quoi, il ne faut faire confiance à personne ! Cela ne m'étonne pas d'un Américain... Enfin, pour revenir à notre sujet, la classe exploitée est la seule à avoir intérêt à la démocratie, donc il n'y a pas de démocratie bourgeoise.

— Oui ! Oui, mais, disaient Lénine, Staline et Mao, la démocratie sert la bourgeoisie pour faire perpétuer son pouvoir par les classes exploitées elles-mêmes... Nous en étions à la dialectique. Il est vrai que la dialectique est le mode de fonctionnement du réel. Encore faut-il connaître cette dialectique du réel et non pas plaquer sur lui une dialectique inventée, souvent pour les besoins de la cause. Les communistes des pays de l'Est avaient la conviction d'avoir raison, savaient que le parti défend le peuple, que donc leur État est le meilleur puisqu'il se confond avec le parti. Cette conviction les pousse à penser que ceux qui ne sont pas d'accord ne sont pas normaux. Ils seraient des asociaux ou des malades mentaux. Cela ne tiendrait plus du débat démocratique, mais de la pathologie ! Horrible non ?

— Et merde ! Vous me fatiguez ! Je m'en vais !

Effectivement, il faisait déjà nuit et nous conversions

la lueur des lampadaires... Je me levais en colère en me jurant de ne plus revenir !

C'est au moment où je pensais cela qu'il me dit :

— A demain alors....

Je quittai le quai sans dire un mot.

Ma femme, en me voyant revenir en colère me questionna :

— Qu'est-ce qui t'arrive ? C'est une réunion de section qui t'a énervé comme cela ?....

— Va te faire voir !....

— Et bien ! Tu es vraiment en colère pour me répondre comme cela !

— Ah ! Excuse-moi.

Répondis-je en l'enlaçant tendrement... Comment raconter une histoire aussi invraisemblable ? Alors, je la laissais croire à la version du débat à la section...

Cette nuit-là, je fis un rêve. Un cauchemar. Je rêvai que l'U.R.S.S. disparue, les partis communistes évincés du pouvoir partout, le communisme était exécré comme la pire des idéologies totalitaires... Heureusement, ce n'était qu'un cauchemar ! Ou plutôt un signe : je devais aller revoir mon spectre. À tout prix !

Le banc était vide... Le temps était gris et le fleuve calme comme un miroir couleur d'étain. Nous étions en automne. Il faisait exceptionnellement doux et deux grandes bandes de cormorans remontaient vers le nord en deux grands V de leur vol lourd, cou tendu vers l'avant et jambes raidies vers l'arrière. Ils se dirigeaient vers le vieux Rhône pour leurs quartiers d'hiver. Je regardais longuement ces grands volatiles amateurs de poissons

jusqu'à ce qu'ils eussent disparu dans l'air brumeux s'enfonçant comme dans un frêle coton. Mon regard se porta alors sur le banc : il était de nouveau là.

— Bonsoir ! Dis-je mi bougonnant, mi-content.

— Bienvenue !

— Alors, de quoi allons-nous parler ce soir ?

— De livres si vous voulez bien.

— D'accord. J'adore les livres.

— Marx a dit que les idées, quand les hommes s'en emparaient, devenaient des forces matérielles ?

— Oui, c'est vrai. Car ils les mettent en œuvre dans leur vie concrète pour changer le monde et donc se changer eux-mêmes.

— Bien ! Bien ! Mais dès que l'on inventa l'écriture que fit-on de ces idées ? On les écrivit bien sûr ; pour qu'elles restent figées sur une surface matérielle. Cela a du bon, car l'écriture permet un vaste échange, une gigantesque mise en mémoire. Le bon a toujours son revers : le mauvais. C'est dialectique non ?

— Oui ! Oui ! Quel est ce mauvais ?

— Ceux qui ont toujours voulu dominer les hommes, donc le monde, ont créé les livres mythiques. Le mythe du livre qui contient tout. Les chrétiens : la bible ; les musulmans : le coran. Comme Dieu a déchu le chef de ses anges, les disciples de ce dernier ont pondé des « contre-bibles » : manuels de démonologie, grands livres de l'occultisme. Même les écrivains qui créèrent une mythologie, créèrent aussi leur grand livre, comme Lovecraft « le Nécronomicon », car en bon dramaturge, il savait que ce mythe est enfoui si profondément dans notre inconscient que ça excite drôlement de savoir qu'il y a quelque part un grand manuel qui apprend à faire des

tas de choses interdites. Mais où est-il ? Personne ne le sait, et pour cause...

Il resta un petit moment silencieux. Je respectai cette méditation. Puis, il reprit.

— Chaque système de pensée et d'action possède sa ou ses bibles. Moi j'ai eu le « Manifeste », le « Capital » de Karl Marx ; « L'État et la révolution », « Que faire ? » de Lénine ; « Des principes du léninisme » de Staline ; « Le petit livre rouge » de Mao... Toute une génération de militants a appris ces textes, a polémique avec les concurrents à coup de citations. Ces livres passionnants ont été traités comme la bible, le catéchisme. Ils croyaient pratiquer le « socialisme scientifique » (qu'est-ce que cela veut dire ?) et ils apprenaient des dogmes... « L'État et la révolution », livre polémique, écrit alors que l'insurrection était à l'ordre du jour en Russie, était récité comme le manuel de la prise du pouvoir. Ah ! Si c'était si facile ! « Que faire ? » était le manuel de la construction d'un parti révolutionnaire alors que Lénine y parlait d'une vraie spécificité : la création d'un parti semi-clandestin.

— Bon, d'accord, on le sait tout cela aujourd'hui.

— Vous croyez ? Ce n'est pas si sûr : de nombreux communistes dans le monde ne le savent pas, car, croyant toujours que le communisme c'est cela, ils ont décidé purement et simplement de l'abandonner ! D'autres s'accrochent encore à ces dogmes croyant que s'ils les abandonnent ils perdent la substance même du communisme...

— Et le romantisme révolutionnaire ? Qu'est ce que vous en faites ?

— Che Guevara ? Rosa Luxemburg ? Ceux qui ont

vraiment combattu pour le peuple et qui en sont morts. Ce romantisme est formidable, car profondément humain. Mais il n'a conduit qu'à la mort : le 8 octobre 1967, le groupe du Che est encerclé par des centaines de militaires à El Yuro. Blessé aux jambes, le Che est capturé et transporté à l'école du village de Higuera. Il est interrogé ; on ne le soigne pas. Il ne répond à aucune question. Le lendemain à 13 h 10, sur ordre du président bolivien René Barrientos, il est exécuté d'une rafale de fusil mitrailleur. Celui qui est entré dans l'histoire en faisant cela est le sergent Mario Teran... On déduit de cette mort qu'on n'exporte pas la révolution. Un dogme de plus... Le Che avait peut-être raison : on n'exporte pas la révolution quand elle est sur la défensive, mais quand elle est à l'offensive. Comme la Révolution française ! Quand tout un peuple est mobilisé pour la faire et l'exporter vers d'autres peuples tout aussi passionnés et mobilisés ? Il ne faut jamais être pressé de traverser la route de l'histoire des hommes sous peine d'y être fauché par la mort qui passe.

Il se tourna vers moi et rajouta, après qu'il m'eut regardé quelques instants : « Il est tard. Rentrez chez vous. Demain, je serai absent, j'ai à faire ailleurs. Après-demain, je vous parlerai des chefs. »

Chez moi, ma femme me questionna de nouveau, ce qui ne put que contribuer à aggraver mon agacement : « Ben dis-donc ! Tu as beaucoup de réunions à la section en ce moment ! ? » Avec un soupçon de soupçon dans le regard...

« Oui ! On a de grands débats en ce moment... »

Et puis je passai à un autre sujet de conversation qui

lui plut : les enfants. Tout en parlant de leur avenir, je méditais sur l'impatience qui me rongait à attendre le surlendemain...

Le lendemain, je ne pus résister : je m'arrêtai au bord du fleuve pour le regarder. J'avais bien noté que le banc était occupé par un vieil arabe. Mon spectre professeur était bien absent comme promis.

Le jour et l'heure du rendez-vous arrivèrent bien vite, car le temps passe...

Il m'attendait toujours au même endroit. Après le salut poli qu'il ne manqua pas de me faire, il me questionna brusquement.

— Ne trouvez-vous pas anormal que ce soit les communistes qui ont tellement cultivé le culte du chef ?

—

Vous pensez bien que je ne sus pas quoi répondre. Du moins, connaissant mieux mon interlocuteur, je me gardai bien de faire le moindre commentaire sans attendre la suite.

— Et bien pourtant c'est simple, l'explication tient au fait que les communistes sont les plus révoltés des êtres humains !

— Allons bon ! Si je m'attendais à celle-là !

— Ah ! Je sais bien que vous ne vous y attendiez pas. Mais pourtant, c'est très logique. Un être foncièrement révolté : contre qui commence-t-il à se révolter d'après vous ?

— Oh ! Je ne sais pas. Cessez vos questions et apportez immédiatement les réponses !

— Ne vous énervez donc pas. Tout vient à point à qui sait attendre. Un révolté commence à se révolter tout

enfant, car ce qui l'amène à se révolter c'est une autorité qu'il doit subir. C'est donc celle exercée par les personnes qui jouent le rôle des parents, et particulièrement le père. Alors cette révolte continuelle suscite chez lui, en même temps que la révolte, un profond sentiment de culpabilité. Puis, bien plus tard, il trouve évidemment dans le communisme un idéal parfait de révolte contre l'autorité exploiteuse de la société. Mais cette profonde culpabilité qui le ronge le pousse à la compenser par le culte du chef. « Voilà qui est dialectique ! » Dirait Lénine non ?

— Ouais... Je me souviens, à l'école centrale du parti, un philosophe spécialiste de la théorie de la personnalité⁵² avait répondu ceci à un « élève » qui lui avait demandé ce qu'il pensait de la psychanalyse : « Quand on a des problèmes, le meilleur moyen de se soigner est de militer ». Il semblait bien alors (involontairement ?) vous donner raison...

— Oui. Les communistes sont des révoltés... D'ailleurs, bien souvent les dissidents au sein du parti le sont devenus parce qu'ils n'avaient pas réussi à être chefs.

Et il se plonge brusquement dans une longue méditation.

J'en profitai pour admirer le magnifique bateau-hôtel de croisière qui défilait sur le fleuve en descendant le courant, alignant ses dizaines de petits hublots rectangulaires. *Il est bien tard pour voir encore ce bateau naviguer.* Pensai-je.

— Et ce n'est pas tout, reprit-il. Cette révolte est la base du complexe du « chef », le support en est le parti avec son mode de fonctionnement : le centralisme démocratique. Mais ce complexe est alimenté

⁵² Lucien Sève pour ne pas le nommer...

constamment par une autre illusion qui a prévalu dans le mouvement communiste : le « socialisme scientifique ». Un vrai scientifique est modeste devant les innombrables merveilles de la nature. Il sait qu'il ne sait pas grand-chose. Et moins il en sait, plus il est sûr de lui. Car il faut en savoir beaucoup pour savoir qu'on ne sait pas grand-chose. Les partis communistes, pendant la période de l'internationale communiste, après la victoire du bolchevisme en U.R.S.S. et la mise en place du pouvoir absolu de Staline, se sont décrétés avant-garde du prolétariat, seuls dépositaires d'une vraie science sociale, d'abord un soi-disant marxisme-léninisme et ensuite un « socialisme scientifique ». Or, vous le savez bien, ces partis étaient et sont toujours les seuls à vraiment défendre la classe ouvrière, les modestes travailleurs. Ceux-ci ont peu de formation, ils n'ont pas confiance en eux (et ils ont bien tort) ; si le parti dont ils sont membres, qui les soutient et qu'ils soutiennent est dépositaire du « socialisme scientifique » et qu'ils n'ont pas le niveau de connaissance exigé par la société intellectuelle pour comprendre une « science », alors ils s'en remettent aux « chefs » qui, parce qu'ils le sont, possèdent cette « science » qu'ils ont acquise dans les écoles du parti, autrefois pendant un an à Moscou...

— C'est vrai. Un jour, un responsable fédéral⁵³ m'a dit : « L'école centrale de quatre mois équivaut à donner une formation universitaire » ! Très présomptueux ! D'ailleurs un militant révolutionnaire n'a pas besoin de formation universitaire qui n'existe pas dans le domaine

⁵³ Ce responsable est devenu dissident depuis, « déporté » comme secrétaire d'une fédération pas trop éloignée dans laquelle il fut « élu » secrétaire fédéral, puis licencié...

du « socialisme scientifique ». Il est vrai que cette école de quatre mois est très difficile et très dense. Il y a la sélection aussi. Qui dit formation d'une élite, dit sélection. Dès l'école fédérale, certains disaient aux élèves : peu d'entre vous iront jusqu'au bout !...

— Voilà ! Voilà un accord entre nous... Donc les chefs « communistes » sont nés de la révolte et des dogmes érigés en « socialisme scientifique ». Le parti communiste est une formidable machine de promotion sociale pour quelques ouvriers, autrefois autoproclamés (avec l'aide idéologique de Lénine) « avant-garde du prolétariat ». D'ailleurs beaucoup de ceux qui l'ont quitté l'ont fait parce qu'ils le jugeaient insuffisamment adapté à leur propre nécessité de promotion individuelle. Plus staliniens que le stalinisme... On pourrait revenir ainsi sur les « livres bibles ». C'est d'ailleurs Staline qui a poussé cette perversion des livres-manuels jusqu'à Mao avec son petit livre rouge. Les peuples des pays de l'ex-U.R.S.S. ont subi le complexe de castration jusqu'au bout puisque leur grand chef « aimé » s'était fait appeler « le petit père des peuples ». Dans un autre genre, le peuple chinois s'était vu embarqué avec le « grand timonier ». D'ailleurs l'extrême frénésie spontanée du peuple chinois envers le culte de Mao ne s'explique pas autrement...

— Thorez a-t-il voulu inverser cette épouvantable tragédie en se faisant appeler « fils du peuple » ? Il y a un autre élément que vous ne prenez pas en compte...

— ... pas encore en compte ; mais je vous écoute.

— ...c'est l'extrême difficulté de la lutte des communistes. La dureté des combats qu'ils ont menés et mènent encore. Bien souvent, dans l'histoire mouvementée et terrible dans leur lutte contre

l'oppression, les peuples ont trouvé les communistes à leurs côtés. Et ceux-ci n'avaient pas le temps de réfléchir vraiment sous la brutale répression. Alors, peut-être leur fallait-il un chef (ou plusieurs) qui s'occupe — hélas à leur place — de réfléchir et donc de commander...

— Bravo ! C'est un élément déterminant dans la création du complexe du chef. Mais j'en ai implicitement parlé tout à l'heure en évoquant le centralisme démocratique, support de la création de ce complexe ; sa base restant la révolte articulée avec la transformation de dogmes en « science ».

— L'avenir du communisme alors ?

— Pour le moment, il reste sous forme de spectre. J'espère qu'un jour l'humanité me verra, me comprendra, alors je ressusciterai. Les sociétés de classe ont fait leur temps. Celle qui a montré une grande supériorité par rapport aux autres est la société capitaliste, car elle s'appuie sur une liberté fondamentale celle d'échanger. Or, trop longtemps, les communistes n'avaient pas compris cela : ils voulaient supprimer le marché. Or mon but est justement de rendre ce marché, ces échanges, cette liberté fondamentale à tous les êtres humains de cette planète. Car le capitalisme est menteur : il fait croire que ce marché est à la disposition de tous alors qu'il appartient à quelques-uns. Pour cela il organise toute sa société en véritable spectacle créant l'illusion que ce décor est la réalité. Cette société exacerbe toutes les abominations de l'exploitation de l'homme par l'homme : guerres ; racisme ; trafic d'êtres humains, femmes et enfants ; trafic d'organes et de sang ; pollutions et destruction massive des ressources ; domination d'un pays sur les autres... L'effondrement des pays de l'Est qui

a produit bien des tragédies, est peut-être une remise à zéro de l'histoire, qui avait été figée par Yalta, et qui maintenant peut reprendre son essor. Mais attention ! L'histoire est un chemin semé de tragédies humaines....

— Pas réjouissant tout cela. Et, d'après vous que faut-il faire ?

— Je n'ai pas de recette à vous donner, mais un conseil : quoi qu'il arrive, avant tout, restez vous-même ! ! ! !

Et il disparut brusquement, totalement, comme une lumière qui s'éteint laissant la place à l'obscurité totale, et aux restes de l'impression rétinienne. Mais bientôt, la réalité du paysage s'imposa de nouveau.

Je regardai autour de moi, ébahi, bouleversé. Le fleuve coulait toujours vers le sud : non ce n'est pas la fin de l'Histoire.

Avais-je rêvé ?

Table des matières

Introduction	3
1968 : l'adhésion	8
1972 : le programme commun	33
1978 : la rupture	53
1981 : battu et donc, on recolle	57
1984 : on s'en va	65
1988 : le fond du gouffre	69
1993 : on y reste	75
1997 : ça recommence !	77
2000 : un congrès pour quoi faire ?	83
LE SPECTRE	87